

Le Monde

LE MONDE ÉCONOMIE
Chômage
Les devoirs de rentrée du gouvernement
L'immobilier

CINQUANTE-QUATRIÈME ANNÉE - N° 16670 - 7,50 F - 1,13 EURO

MARDI 1er SEPTEMBRE 1998

FONDATEUR : HUBERT BELUÉ-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI



Barbara, Mémoires posthumes

ELLE AVAIT DÉCIDÉ de ne plus remonter sur scène, mais elle écrivait un livre, pour « continuer le dialogue » avec ceux qui l'aimaient.

Lire pages 12 et 13

Impasse politique en Russie

M. Clinton se rend mardi dans un pays sans gouvernement • Majoritaires à la Douma, les communistes et leurs alliés refusent d'approuver la nomination de M. Tchernomyrdine comme premier ministre • M. Eltsine n'a pas signé, lundi matin, l'accord réduisant les pouvoirs présidentiels

JOY JACKSON/AGF

À LA VEILLE de l'arrivée du président américain, Bill Clinton, la confusion politique était totale à Moscou, lundi 31 août en fin de matinée, avant la réunion de la Douma qui devait examiner la candidature de Viktor Tchernomyrdine au poste de premier ministre.

Cette situation n'est pas exceptionnelle : la formation d'un nouveau gouvernement en Russie provoque toujours des marchandages politiques de dernière heure...



Lire pages 2, 3 et 30

La méthode Jospin

Le premier ministre défend un « socialisme réformiste » et un « volontarisme réaliste »

La baisse des charges sur les bas salaires ne devrait pas figurer dans la loi sur la Sécurité sociale

Le SNES accuse Claude Allègre de refuser le dialogue social

Lire pages 6 et 7 et notre éditorial page 15

Les victoires de Kabila

L'intervention de l'armée angolaise, soutenant les troupes fidèles à Laurent-Désiré Kabila, a permis de reprendre à la rébellion deux villes stratégiques du sud-ouest de l'ex-Zaïre.

L'après-Diana des paparazzis

Ce que la mort de la princesse de Galles a changé pour les photographes de personnalités et les tabloïds britanniques. A Paris, le pont de l'Alma est devenu lieu de pèlerinage.

Un entretien avec Noam Chomsky

Après un long silence, le linguiste américain s'explique. Fondamentalement anarchiste, il estime que « l'Etat ne devrait pas pouvoir déterminer la vérité, même s'il a raison ».

« Pirates de la route »

Six jeunes de Rillieux-la-Pape attaquent les automobilistes avec une violence extrême. Enquête.

Chômage : l'exemple auvergnat

En un an, les quatre départements auvergnats ont enregistré la plus forte réduction du nombre de demandeurs d'emploi.

Les musiques d'Helsinki

Le festival de la capitale finlandaise fête ses trente ans, après avoir conquis le public par son esprit d'ouverture.

Aberdeen, 3 DM; Arabie Saoudite, 9 F; Australie, 25 ATS; Belgique, 40 FB; Canada, 2,50 \$ CAD; Danemark, 16 DKK; Espagne, 220 PTA; Grande-Bretagne, 1 £; Grèce, 450 DR; Irlande, 140 F; Italie, 2000 L; Luxembourg, 40 F; Malaisie, 10 RM; Norvège, 140 NOK; Pays-Bas, 3 F; Portugal, 200 PTE; République Fédérale, 100 F; Espagne, 16 678; Suède, 2,10 SEK; Thaïlande, 1,2 Din; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

M 0147 - 901 - 7.50 F
En vente chez votre marchand de journaux - 22 F

La messe dominicale fait-elle baisser la tension artérielle ?

LA SANTÉ de l'âme ne serait-elle pas étrangère à celle du corps ? C'est ce que laisse entendre une peu banale étude américaine publiée dans le très sérieux mensuel International Journal of Psychiatry...

tablement inférieurs à celles qui avaient pris leurs distances avec ces pratiques. Allant encore plus loin dans leurs investigations, ces médecins expliquent pouvoir conclure que, dans leur échantillon, la probabilité pour les personnes qui vont à la messe chaque semaine, qui prient et étudient la Bible quotidiennement d'avoir une tension diastolique (le plus bas des deux chiffres qui mesurent la tension artérielle) supérieure à 90 millimètres de mercure est 40 % plus basse que chez les autres.

de l'étude elle-même, qui reste prudente, hésitant entre la démonstration d'un lien de causalité et le simple résultat d'un hasard statistique. Ses auteurs expliquent en effet que le phénomène qu'ils ont mis en évidence doit être observé avec précaution : « Nos résultats peuvent être limités par la localisation géographique de notre échantillon, situé dans la « ceinture de la Bible » du Sud. »

Jean-Yves Nau

Lire page 8

Le « maxi-procès » d'un réseau islamiste

LE PROCÈS du « réseau Chalabi », une structure de soutien aux groupes islamistes armés algériens, devait s'ouvrir, mardi 1er septembre. Certains des avocats des 138 prévenus dénoncent une audience-spectacle et une justice d'exception.

Le « kid » en son jardin



JOUEUR imprévisible et fantasque, Andre Agassi sera l'attraction des Internationaux des Etats-Unis de tennis, qui commencent lundi 31 août, à Flushing Meadow. Après une saison 1997 calamiteuse, le « kid de Las Vegas » semble avoir retrouvé moyens physiques et désir de vaincre devant un public qui lui est acquis.

Lire pages 23 à 25

Table of contents listing various sections and their page numbers.

LE MONDE diplomatique

ALGÉRIE L'information asservie par Marc Marginedas

L'économie menacée par la mafia politico-financière par Fayçal Karabadjji

Une population à la dérive par Djillali Hadjadj

ALLEMAGNE : Elections sur fond d'immobilisme, par Christian Semmler - Pourquoi l'extrême droite perce (C. S.)

BOSNIE : A l'heure du « ni guerre ni paix », par Thomas Hofnung - L'impossible retour des réfugiés (T. H.)

CHYPRE : Otage de l'affrontement entre Athènes et Ankara, par Niels Kadritzke - Rêve d'Europe dans le nord de l'île (N. K.)

AFRIQUE : Le Burkina Faso fait reculer l'exécution, par Joëlle Stokz

CORÉE DU NORD : Derrière la façade du régime de Pyongyang, par Selig S. Harrison

LITTÉRATURE : La résistance de George Orwell, par Nicolas Troung

En vente chez votre marchand de journaux - 22 F

L'aveu

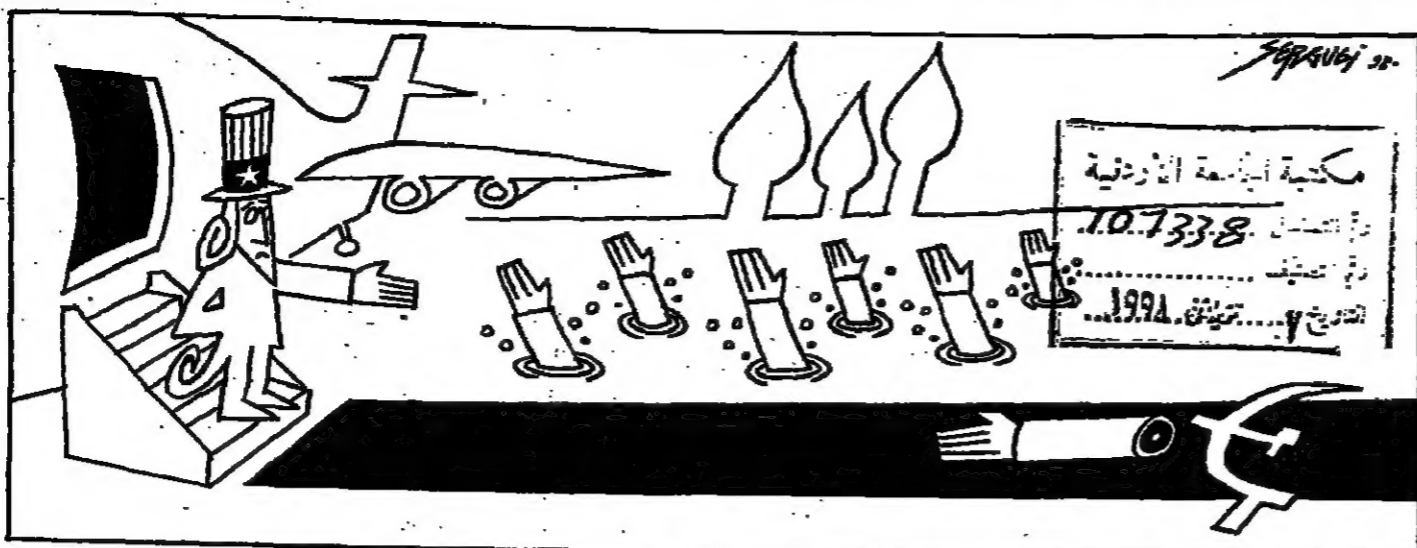
ALORS QUE l'instabilité financière menace le monde, que de grandes régions autrefois puissantes ou envies se débattent pour freiner leur chute, que l'Afghanistan devient de plus en plus obscur, que l'Afrique est en proie à de nouvelles guerres civiles, les historiens de l'immédiat croient pour que l'on ne retienne du mois d'août 1998 que la mise en scène de ce que je propose d'appeler « l'Aveu ».

On sait aussi que l'aveu public sur des questions intimes est une pratique courante de certaines sectes. Ces similitudes ne plaident pas en faveur de la thèse d'un excès de démocratie, mais au contraire de celle de sa régression. Nos régimes seraient-ils en train d'évoluer insensiblement vers d'autres formes politiques où apparaissent des éléments de totalitarisme ?

La défiance vis-à-vis du politique a conduit partout à la multiplication d'institutions « a-démocratiques », c'est-à-dire indépendantes des pouvoirs politiques, et donc « irresponsables » au sens juridique du terme. C'est une bonne façon de restreindre le domaine de l'intervention discrétionnaire des gouvernements dans la sphère privée. Mais il est des degrés dans l'indépendance, et généralement il subsiste des moyens de contrôle indirect de ces institutions. Par exemple, l'indépendance des banques centrales est relative, les gouvernements gardant en principe la maîtrise de la politique de change.

Jean-Paul Fitoussi pour le Monde

Lire la suite page 15 et les points de vue de Zakî Lairdi et Elie Cohen pages 16 et 17



Dix personnes égorgées en Algérie

ALGER. Des islamistes armés ont égorgé dix personnes, samedi 29 août, dans la province d'Aln Defla, à 130 kilomètres au sud-ouest de la capitale...

Un Tupolev cubain s'écrase à Quito : 82 morts

QUITO. Une catastrophe aérienne a fait 82 morts, samedi 29 août à Quito (Pérou), après la chute au décollage d'un Tupolev de la compagnie cubaine Cubana de Aviacion...

DÉPÊCHES
■ CAMBODGE : le Conseil constitutionnel a rejeté, lundi 31 août, la demande de l'opposition de recompter les bulletins du scrutin de juillet qui avait donné la victoire au Parti du peuple cambodgien (PPC)...

Bill Clinton veut aider la Russie à trouver « une solution russe »

NEW YORK
de notre correspondante
Ses dernières illusions envolées, l'administration américaine aborde le sommet russo-américain prévu du 1^{er} au 3 septembre, qualifié de « surréaliste » par certains commentateurs...

administration américaine est convaincue que tourner le dos à la Russie « à ce moment critique » de son histoire, selon l'expression de M. Summers, pourrait avoir des conséquences bien plus graves que de risquer de revenir bredouille d'un sommet dominé par la confusion...

au-delà de Boris Eltsine ; ce sondage devrait être visible dans les rencontres que M. Clinton doit avoir non seulement avec Viktor Tchernomyrdine mais aussi avec un large éventail de politiciens, du chef communiste Guennadi Ziouganov aux dirigeants régionaux, en passant par les représentants de la Douma...

formes de fond. La question, relève une troisième école, est peut-être mal posée, d'abord parce que la Russie n'est pas forcément perdue et ensuite parce que les principaux responsables de la crise actuelle sont les Russes eux-mêmes.
D'où la préoccupation de plus en plus sensible de laisser cette fois-ci les responsables russes prendre les choses en mains, trouver leurs propres solutions et assumer leurs responsabilités...

La crise fait son entrée dans la campagne électorale outre-Rhin

Le chômage reste la principale préoccupation des Allemands

BONN
de notre correspondant
La crise russe peut-elle sauver Helmut Kohl à quatre semaines des élections ? D'après les sondages, le chancelier allemand n'est pas parvenu à tirer profit de sa stature d'« homme d'Etat » dans la campagne électorale...

« Il est important que l'Europe, et au milieu de l'Europe, l'Allemagne, soient un pôle de stabilité et le restent ». Dieter Roth, directeur de l'Institut de sondages de Mannheim, n'y croit cependant guère : selon lui, le débat sur l'euro a été clos en mai, la crise au Kosovo n'est pas assez forte...

Beaucoup craignent que Wolfgang Schäuble, président du groupe parlementaire chrétien-démocrate et successeur désigné de Helmut Kohl, ne puisse, physiquement, tenir l'épreuve d'une campagne électorale difficile. Il est hémiparalysé depuis un attentat en 1990. En revanche, la popularité croissante de M. Schäuble, qui dépasse celle de Gerhard Schröder, augmente la pression sur le chancelier pour qu'il s'engage dès à présent à lui céder sa place en cours de mandat...

moins brûlante. Les préoccupations majeures sont l'emploi et la préservation du système de protection sociale. Le chômage a baissé depuis janvier, mais il ne devrait pas descendre sous la barre psychologique des 4 millions avant octobre, au grand dam des partisans du chancelier. La CDU a plaidé partout des affiches vantant les 1,3 million d'offres d'emplois non pourvues, laissant entendre que seuls sont sans travail ceux qui le veulent bien.

Le SPD toujours en avance dans les sondages

A quatre semaines des élections, les chrétiens-démocrates (CDU) et les chrétiens-sociaux (CSU) recueilleraient 38 % des voix contre 41 % pour les sociaux-démocrates (SPD), selon le baromètre hebdomadaire Emmid réalisé pour le Spiegel du lundi 31 août. Les Verts sont crédités de 6 % des suffrages, les libéraux de 5 %, les ex-communistes du PDS de 4 %, tout comme l'extrême droite. L'Institut Dimap accorde pour sa part 43 % au SPD et 38 % à la CDU-CSU. Le score des ex-communistes sera déterminant : selon Emmid, le SPD et les Verts auraient une majorité de trente sièges leur permettant de former un gouvernement si les communistes ne retournent pas au Bundestag. Dans le cas contraire, ils auraient juste la moitié des sièges au Parlement.

Les Panaméens contre la réélection du président de la République

PANAMA. Les électeurs panaméens ont rejeté, dimanche 30 août par référendum, une réforme de la Constitution qui aurait permis au président social-démocrate, Ernesto Pérez, cinquante-deux ans, de bréger un second mandat (Le Monde du 29 août). Le « non » à la réforme a recueilli plus de 62 % des voix et le taux d'abstention a été d'environ 40 %.

eslsca
ADMISSION SUR TITRE EN 1^{re} ou 2^e ANNÉE
L'admission sur titre à l'E.S.L.S.C.A. permet aux diplômés de l'enseignement supérieur d'intégrer l'une des meilleures écoles de commerce françaises et d'obtenir à l'issue du programme le diplôme E.S.L.S.C.A. visé par l'Etat...

Non à une fiscalité rétroactive !

Texte de la lettre adressée par l'AFER aux Parlementaires

Une fois de plus, à l'occasion de la préparation de la Loi de Finances 1999, le statut fiscal de l'assurance vie est remis en question par les projets gouvernementaux. Cette année, c'est son exonération de droits de mutation en cas de décès qui est visée.

Que certaines limites soient clairement définies pour les nouveaux contrats est du ressort de la responsabilité législative que nous ne mettons évidemment pas en cause.

Mais les mesures annoncées comportent un aspect inadmissible, dont la gravité est exceptionnelle et dont les prolongements vont bien au-delà du seul cas de l'assurance vie.

La nouvelle fiscalité aurait délibérément un caractère rétroactif, ce qui signifie qu'elle s'appliquerait aux quelque 3 000 milliards déjà accumulés en assurance vie par nos compatriotes, depuis de nombreuses années.

Que l'on ne vienne pas prétexter qu'un dépassement en assurance vie d'une proportion de 30 % du patrimoine ou d'un million de francs ne concernerait qu'une minorité.

En toute bonne foi, des épargnants assurés ont pu souscrire au-delà parce que la Loi en vigueur les y autorisait.

En toute bonne foi, leurs conseils ont pu leur dire ou leur écrire qu'il n'y avait aucune limite absolue ou relative en dehors du cas manifeste d'abus de droit dont les Tribunaux ont donné une définition précise : la volonté évidente de tourner l'esprit de la Loi.

L'article 2 du Code Civil est parfaitement clair : "la Loi ne dispose que pour l'avenir, elle n'a point d'effet rétroactif".

Le Code Civil est une institution respectée de tous, plus ancienne, plus solide et plus permanente que les Constitutions qui ont régi le fonctionnement de l'État depuis deux siècles.

Sous prétexte d'autonomie du droit fiscal, l'État va-t-il franchir une fois de plus la ligne jaune de l'arbitraire ?

Si, aujourd'hui pour l'assurance vie, demain dans d'autres secteurs, un Gouvernement en place peut revenir, sans vergogne, sur les promesses d'un

Gouvernement antérieur, sommes-nous encore véritablement en démocratie ou même dans un État de Droit ?

Que la brèche de la rétroactivité s'ouvre sans qu'une vigoureuse réaction n'oblige à la colmater et la confiance en la parole de l'État disparaîtra irrémédiablement !

Dans le seul secteur de l'assurance vie qui draine une part importante de l'épargne française, si le principe de la rétroactivité se confirmait, comment pourrait-on empêcher un futur Ministre des Finances d'abaisser les seuils d'exonération actuellement prévus, en fonction du nombre d'électeurs concernés.

La voie serait libre pour d'autres mauvais coups si le concept de la rétroactivité entraînait tranquillement dans notre logique fiscale avec un consensus résigné ou timoré des principaux acteurs concernés.

Il est inutile de citer des exemples qui risqueraient de nourrir quelques funestes desseins. Nous sommes devant un événement grave qu'il faut prendre au sérieux, telle une tumeur qui doit être éradiquée quand elle est encore de peu d'importance et apparemment acceptable.

Quand, en 1983 et 1991, les Gouvernements socialistes de l'époque avaient créé quelques restrictions fiscales à l'égard de l'assurance vie, ils l'avaient fait en écartant scrupuleusement toute rétroactivité.

L'AFER, ses 500 000 adhérents, l'ensemble des épargnants en appellent solennellement aux Parlementaires pour qu'ils se joignent à un mouvement en faveur de l'inscription, dans un texte fondamental, voire dans le préambule de la Constitution, du principe de la non-rétroactivité des Lois, y compris fiscales.

Le principe énoncé par l'article 2 du Code Civil devrait s'étendre à toutes les Lois parce qu'il est d'ordre public.

Quelles que soient les sensibilités politiques, quel esprit honnête pourrait s'opposer à une telle initiative ?

Gérard ATHIAS,
Président de l'AFER

afer 
Association Française d'Épargne et de Retraite
74, rue Saint-Lazare - 75009 PARIS
TÉL : 01 40 82 24 24

L'Association Française d'Épargne et de Retraite (AFER)

- Créée en 1976.
- Première Association française d'épargnants.
- La convivialité et la force d'une Association de plus de 500 000 épargnants solidaires.
- Plus de 130 milliards de francs d'épargne gérée en partenariat avec CGU (1^{er} assureur britannique, plus de 1 000 milliards de francs d'épargne en gestion).
- Une qualité de gestion régulièrement reconnue par la presse financière et patrimoniale.

AUCHE En clôture de l'université du Parti socialiste, dimanche 30 août à La Rochelle, Lionel Jospin prononce un discours définissant la méthode de gouvernement. Ré-

cusant l'idée d'un « recentrage politique », il a assuré qu'il s'agissait pour la gauche, « dans un même mouvement », de redéfinir son « identité » et de « transformer la

société ». ● **LA BAISSÉ DES CHARGES** sur les bas salaires a été jugée souhaitable par tous les dirigeants du PS, mais sa mise en œuvre ne devrait pas figurer dans le projet

de loi sur le financement de la Sécurité sociale pour 1999, le premier ministre voulant prendre le temps de la concertation. ● **L'EURO** a été qualifié de « paratonnerre » par Do-

minique Strauss-Kahn. Michel Rocard et Edith Cresson ont souligné les dysfonctionnements de la construction européenne. (Lire aussi notre éditorial page 15.)

Lionel Jospin préconise un rythme « régulier » pour « tenir la distance »

Le premier ministre a défendu un « socialisme réformiste ». Il a assuré que les privatisations n'étaient pas une « fin » mais un « moyen » permettant de contracter des alliances industrielles. Sur l'immigration, il a refusé aux « minorités agissantes » le droit de « faire la loi »

LA ROCHELLE
de notre envoyé spécial
Tout un symbole : alors que Lionel Jospin venait, pendant quarante minutes, de délivrer, en veste fuchsia et sans cravate, sur un ton tranquille et ferme, une théorisation de son action politique, les 1200 participants de l'université d'été du Parti socialiste à La Rochelle se sont séparés, dimanche 30 août, sur l'air des Copains d'abord. Le premier ministre a fait lui-même le parallèle avec le 31 août 1997, où, en costume sombre, il était revenu à La Rochelle après s'être incliné devant la dépouille de Lady Diana, dont « le décès tragique nous avait touchés, comme nos concitoyens ». Cette année, au contraire, a-t-il expliqué, « c'est le souvenir d'une grande joie et d'une belle fête, celle de la victoire en Coupe du monde de football ».

Il y a donc eu, à La Rochelle, un « effet Mondial ». Samedi, au dîner de clôture, les militants ont accueilli M. Jospin aux cris de « On est les champions ! ». Les ministres, Martine Aubry et Claude Allègre en tête, ont chanté et dansé. Bref, les militants ont le moral et François Hollande, dans son discours, n'a pas dédaigné cet « effet Mondial », tout en se refusant à en faire la clé de la popularité du gouvernement. Le premier secrétaire du PS s'en est servi le temps d'une petite pique, la seule, à Jacques Chirac, en assurant : « Il ne suffit pas, certains s'y essaient, d'enfiler le

maillot de l'équipe de France pour être pris pour Zidane. » Si le moral des Français s'améliore, c'est d'abord, aux yeux de M. Jospin et des dirigeants socialistes, parce que la confiance « a amorcé son retour ». « Les Français se sentent mieux », a estimé le chef du gouvernement, en avançant l'hypothèse que « nos concitoyens, et peut-être même ceux qui n'ont pas voté pour la majorité, reconnaissent une chose : nous gouvernons la France ». M. Hollande, qui a repris ses propos tenus devant les jeunes socialistes (Le Monde daté 30-31 août), a attribué cet état de grâce à une méthode « respectueuse des citoyens », une politique « conforme aux attentes des Français » et des résultats qui « comptent dans la confiance ».

« C'est le mouvement qui fait la confiance et c'est cette stabilité qui permet le changement », a-t-il souligné.

TENIR TROIS ANS ET DEMI
Pendant trois jours, rien n'a gâché la fête socialiste. Très présent, l'ancien premier ministre Michel Rocard a lancé : « J'ai envie de dire un grand bravo ! ». « Il y a pas mal de chances pour qu'on soit au pouvoir encore trois ans et demi, ce qui est dur à tenir », a-t-il ajouté sans que ce pronostic étonne le moins du monde les participants. Si les débats ont permis, plus aux témoins qu'aux militants de base, de s'exprimer, le vent de la contestation

n'a guère soufflé. Il est vrai que la Gauche socialiste, qui tenait sa propre université d'été à Niort, a boudé les travaux du parti, à l'exception de Marie-Noëlle Lienemann. Présent dimanche, Jean-Luc Mélenchon s'est excusé auprès de Jean-Christophe Cambadélis d'avoir manqué la table ronde sur

« La réforme est notre méthode de transformation sociale. Je suis pour un volontarisme réaliste »

Voici les principaux extraits du discours prononcé par Lionel Jospin, dimanche 30 août, à La Rochelle :
● **Synthèse.** La réforme est notre méthode de transformation sociale. (...) Notre socialisme est réformiste. (...) Nos convictions doivent être compatibles avec l'intérêt général. La vocation d'un gouvernement est précisément de réussir cette synthèse entre l'engagement politique et la prise en compte des réalités du pays.
● **Crises financières.** On voit bien aujourd'hui que l'euro est un facteur de stabilité et un élément de protection pour notre espace économique, mais il faut aller plus loin. Hier, l'Asie, aujourd'hui la Russie, demain, peut-être, l'Amérique latine : les crises financières nous rappellent que le capitalisme est peut-être une force qui va mais qui ne sait pas où elle va. La mission des socialistes est d'en maîtriser le cours, de le réguler et de le transformer pour plus de justice.
● **Ni recentrage ni dérive.** Il n'y aura ni recentrage politique ni dérive, le cap sera maintenu. (...) Dans la situation politique

que nous connaissons, avec une droite plongée dans la crise, et face à une extrême droite qui caricature chaque jour le visage de la France, notre responsabilité est grande. Pour beaucoup de nos concitoyens, nous sommes un pôle de stabilité ; nous devons aussi créer le mouvement capable de préparer l'avenir de notre pays. Nous le ferons, nous le faisons déjà en élaborant une synthèse politique nouvelle. (...) Cette synthèse, c'est l'ensemble de la gauche qui l'élabore. Elle le fait en mariant ses diverses sensibilités - socialiste, communiste, radicale, républicaine, citoyenne, écologiste - dans un projet commun, en tirant parti de sa diversité tout en affirmant son unité. Principale force de la majorité, le Parti socialiste se trouve logiquement au cœur de ce mouvement de transformation culturelle et politique. Mais chaque composante de la majorité concourt à cette nouvelle synthèse. (...) Chacune de ces forces de gauche, en participant à l'action gouvernementale et aux changements de la société, se change elle-même. Cette mutation, qui est à la fois commune à toute la gauche et propre à chacune de ses composantes, ne va pas sans tiraillements, sans interrogations, sans perplexité. Comment en serait-il autrement puisqu'il s'agit pour nous, dans un même mouvement, de redéfinir notre identité et de transformer la société ?

● **Les fins et les moyens.** Je ne partage pas l'opinion émise jadis par Bernstein : « La fin n'est rien, le mouvement est tout ». L'histoire a fait justice d'un autre slogan : « La fin justifie les moyens ». Pour moi, le socialisme démocratique, c'est l'invention constante d'une juste articulation entre les fins et les moyens. Ce sont nos valeurs qui fondent notre identité politique, plus que les moyens à mettre en œuvre pour les atteindre. Si les fins que nous poursuivons ne peuvent être reconstruites, adaptés, voir changés, si les circonstances le requièrent, si c'est la condition pour qu'ils restent efficaces et continuent à faire vivre nos valeurs. Pour ma part, je reste ferme quant aux fins, mais je sais être souple quant aux moyens.

● **Privatisations.** Ce gouvernement n'entend pas mener une politique de privatisations. Il conduit une politique industrielle. Il veut préserver des secteurs décisifs de notre économie, il veut rendre la France plus forte dans la compétition mondiale. Chaque fois que des alliances industrielles se sont révélées indispensables - en particulier à l'échelle euro-

péenne -, nous les avons rendues possibles. Et quand elles ont nécessité des ouvertures de capital, voire des privatisations - parce que les partenaires indispensables étaient eux-mêmes privés et que l'alliance avec eux changeait la composition du capital -, nous les avons consenties. Parce que la fin est plus décisive que le moyen. Les opérations menées - à Thomson, à France Télécom, à l'Aérospatiale, par exemple - ont toujours été réfléchies, mesurées, menées avec rigueur et, chaque fois que cela était possible, dans la concertation. Si ces décisions ont été peu contestées, dans l'opinion ou au sein des entreprises concernées, et même très largement approuvées, c'est bien parce qu'elles ont été comprises. (...) Pour nous, le service public représente une valeur. Il relève d'une vision de la société à laquelle nous tenons absolument. Il est au cœur du lien social. Il est un des garants de l'égalité entre les citoyens. Le service public n'est ni archaïque, ni dépassé.

● **Immigration.** Nous voulons partir du réel pour mieux le transformer. Je suis pour un volontarisme réaliste. C'est dans cet esprit que nous recherchons un point d'équilibre entre l'ordre et le mouvement. (...) Si la gauche d'aujourd'hui reste le parti de la transformation sociale, je pense qu'elle doit être aussi celui du respect de la règle collective, des normes nécessaires à l'harmonie de la vie en société. C'est l'esprit qui inspire notre action et ce qui concerne l'immigration. Nous condamnons une politique qui renoue avec la tradition républicaine, une politique ferme et humaine. Maîtriser les flux migratoires, favoriser l'intégration : toute la gauche est d'accord sur cette approche. Encore faut-il admettre qu'elle implique, en pratique, des reconduites dans leurs pays des personnes présentes illégalement sur notre territoire. (...) C'est pour cela que, conformément à nos engagements, nous avons organisé la régularisation des seules personnes répondant à des critères raisonnables. Elles sont des dizaines de milliers de plus à avoir retrouvé des chances d'intégration. J'aimerais que l'on nous en sache gré plutôt que de nous faire reproche de ne pas vouloir mener une politique impossible et jugée telle par les Français. Des règles sont définies. Elles sont le fruit de notre démocratie. Je respecte sans doute les minorités agissantes. Mais je ne leur reconnais pas le droit de faire la loi. L'Etat, lui, a le devoir de la faire respecter. Nous le ferons.

Osez une grande Ecole Parisienne !
ESG
Ecole Reconnue par l'Etat
Diplôme validé par le ministère de l'Education Nationale
Des carrières au plus haut niveau en :
Marketing
Finances
Commerce International
Expertise Comptable
Filières pour les étudiants en :
Droit
Gestion
Lettres
Sciences
Ecole Supérieure de Gestion
25, rue Saint-Ambroise - 75011 PARIS
Tel: 01 53 35 44 00
Fax: 01 43 55 73 73
Internet: http://www.esg.fr

Le gouvernement se donne du temps avant de toucher à l'assiette des cotisations patronales

LA ROCHELLE
de notre envoyé spécial
Martine Aubry s'est taillé un beau succès, samedi 29 août, lors d'une table ronde sur l'emploi à La Rochelle, non en parlant de « prévention » plutôt que de contrôle administratif des licenciements, mais en affirmant que les Français devaient passer « de la confiance à un véritable engagement à faire bouger la société ». « Que ceux qui ne ressentent pas la croissance se rendent compte que la République est là », a martelé le ministre de l'emploi et de la solidarité, qui s'est prononcé pour un « approfondissement », et non une accélération, des réformes : « Ne soyons pas grincheux, sceptiques, soyons battants, engagés, mobilisés. »

Soucieux d'afficher son harmonie avec M^{me} Aubry - et réciproquement -, Dominique Strauss-Kahn, tout en soulignant la baisse du chômage, a jugé qu'il faudrait attendre la fin de l'année pour « effacer » la montée du nombre de demandeurs d'emploi enregistrés sous Alain Juppé et la fin 1999 pour produire le même effet sur celle attribuée à Edouard Balladur. Partisan d'« une société du travail » qui favorise « les producteurs par rapport aux rentiers », le ministre de l'économie a toutefois observé que « nous sommes loin du compte en matière d'emploi » mais qu'il ne voyait pas « de raison de renoncer au plein emploi », qui « doit rester notre objectif ».

Cette volonté d'apparaître au diapason et de coller au rythme choisi par Lionel Jospin s'est retrouvée dans le débat sur la réforme des cotisations patronales d'assurance-maladie, au lendemain du rapport d'Edmond Malinvaud hostile à un transfert de l'assiette des cotisations des salaires à la valeur ajoutée. Intervenant avant Laurent Fabius, favorable à « une baisse des charges sur le travail non qualifié », M^{me} Aubry a plaidé pour une « baisse des charges sur les bas salaires ». Mais, a-t-elle expliqué méthodiquement, il ne s'agit pas de procéder

« comme la droite [en] faisant payer par les ménages des cadeaux aux entreprises (...) financés par des hausses de TVA ou de taxes ». L'objectif est de « changer l'assiette pour qu'il n'y ait pas que les salaires » comme base de cotisations et que « les secteurs les plus capitalistes aient les secteurs de main-d'œuvre ». « Il faut qu'un tributaire des entreprises nous répartissent autrement les cotisations patronales », a-t-elle résumé.

● **EXIGENCE DE CONCERTATION**
« Nous avons un problème de coût du travail non qualifié et nous devons l'attaquer par le biais des cotisations », a prudemment jugé M. Strauss-Kahn, pour qui c'est d'abord « un problème de financement de la Sécurité sociale ». Les deux ministres ont souligné qu'aucune décision n'a été prise par le chef du gouvernement en vue du projet de loi de financement de la Sécurité sociale pour 1999. L'entourage de M. Jospin indique même que rien n'oblige le

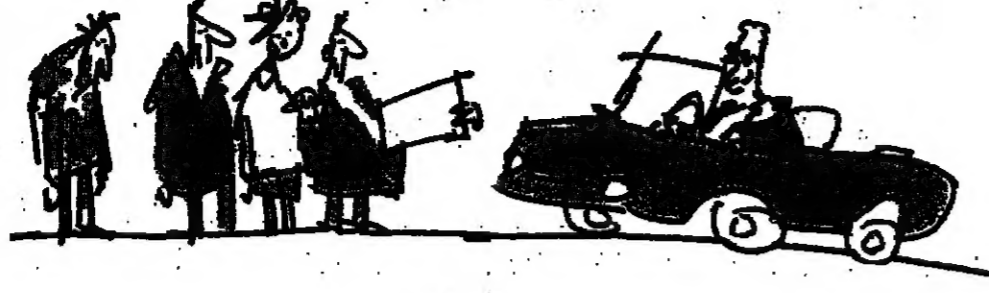
gouvernement à décider dès cette année du contenu de cette réforme de l'assiette et qu'il doit se donner le temps d'une large concertation. Dimanche, le premier ministre s'est ainsi déclaré « attentif » à « l'exigence de concertation avant les prises de décision importantes » formulée par des syndicalistes. La veille, frustré d'être réduit au rôle d'animateur, Henri Emmanuelli avait persisté, en « mauvais socialiste », à réclamer « une taxation sur la base de la valeur ajoutée ».

Pour l'heure, le patronat a été rappelé à l'ordre. « Nous n'entendons pas céder à ceux qui, au sein du CNPF, auraient pour seul objectif de détourner ou de contourner la loi [sur les 35 heures], au lieu d'en explorer, de bonne foi et dans la négociation (...), toutes les virtualités au service de l'emploi », a averti M. Jospin, qui a ajouté : « Au moment où la croissance se confirme, les entreprises ne doivent pas considérer la précarité comme le mode normal de travail. »

M. N.

هذامن لايصل

J'EMMÈNE CEUX QUI PEUVENT ATTENDRE.



Pierre Moscovici demande aux socialistes d'être des européens « enthousiastes »

LA ROCHELLE. de notre envoyé spécial. Avec l'air inimitable du faux candide, Michel Rocard, à qui on prête l'intention de postuler à une bonne place sur la liste socialiste pour les élections européennes, a mis les pieds dans le plat, samedi 29 août, à La Rochelle, lors d'un débat sur l'Europe.

François Hollande : « émulation » sans « surenchère »

Dans son discours de clôture de l'université d'été du PS, dimanche 30 août, François Hollande a fait allusion à la désignation de la tête de liste pour les élections européennes du 13 juin 1999. Les militants socialistes se prononceront en mars ou en avril, alors que leur premier secrétaire ne souhaite pas être candidat.

Faisant allusion aux listes séparées projetées par les partisans du PS, M. Hollande a ajouté : « Je ne souhaite qu'une chose : qu'ils fassent le meilleur résultat possible tout en perdant l'idée de le faire forcément à nos dépens. L'objectif n'est pas la surenchère au sein de la majorité plurielle, même si l'émulation est nécessaire : l'objectif, c'est d'élargir notre assise politique pour conforter le gouvernement ».

échangeait moult signes de connivence, l'ancien premier ministre s'est étonné d'une « telle convergence d'analyses » avant de s'en démarquer par l'expression de « plus d'inquiétudes ou de pessimisme ». « Cette construction (européenne) n'est pas irréversible », a noté M. Rocard, pour qui l'Europe, « complètement absente des grands problèmes du monde (...) », ne va pas bien.

M. Allègre s'en prend à son prédécesseur et au SNES

CLAUDE ALLÈGRE aime les traditions. Le ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie s'est, une nouvelle fois, attaqué aux syndicats d'enseignants, lors de l'université d'été du PS à La Rochelle, samedi 29 août. L'an dernier, aux journées parlementaires socialistes, à Montpellier, ses déclarations sur les congés de formation des enseignants avaient déclenché un tir de barrage syndical.

Alors que deux organisations, dont le SNES (Syndicat national des enseignants du second degré, majoritaire), appellent à la grève, dès le 10 septembre, et que la plupart des syndicats d'enseignants ont lancé pour la rentrée un mot d'ordre de boycottage des heures supplémentaires, M. Allègre a déclaré devant ses camarades socialistes : « Je suis prêt à discuter, mais je ne suis pas prêt à obéir. Je ne suis pas prêt à ce que des syndicats entrent au ministère de l'éducation nationale et donnent des ordres aux fonctionnaires, ça non ».

force de n'être présente sur rien », a affirmé M. Rocard, qui s'est fait l'avocat d'un « coup d'accélérateur intégrateur » et d'un « coup d'état » afin que « le Parlement européen soit doté de pouvoirs constituants (...) ». Je me demande si le temps n'est pas venu d'afficher la couleur en faveur du fédéralisme », a-t-il conclu en invitant les européens à « penser ensemble ».

« IMPÉRATIF MORAL »

Pour conclure ce débat, Pierre Moscovici, ministre délégué aux affaires européennes, a adopté une posture plus volontariste et optimiste. « Nous sommes en train de bâtir une autre Europe », a-t-il exposé, en faisant état d'un accroissement du « sentiment d'appartenance à l'Europe ». Evoquant les élections européennes, après avoir « espéré comme socialiste » la victoire des sociaux-démocrates en Allemagne, M. Moscovici a invité ses amis à ne pas « laisser à d'autres, je pense aux Verts, l'enthousiasme. Nous ne devons pas être défaits ».

Pour M. Moscovici, l'élargissement de l'Union européenne est « un impératif moral, historique, politique », mais la réforme des institutions reste un « préalable ». Le ministre a aussi abordé la ratification du traité d'Amsterdam. « Ce traité n'est pas le nôtre », a-t-il proclamé, tout en lui attribuant « beaucoup d'insuffisances et quelques avancées », comme la reconnaissance des services publics.

Dimanche, M. Jospin s'est borné à qualifier ce traité, sur lequel la gauche socialiste demande un référendum interne au PS contre sa ratification, d'« instrument imparfait mais au sujet duquel la parole de la France était engagée ».

M. N.

« Séguin-Hue-PS, même combat ! »

Dans un entretien au journal du dimanche du 30 août, Daniel Cohn-Bendit, futur tête de liste des Verts aux élections européennes, avance le slogan « Séguin-Hue-PS, même combat ! », en estimant qu'ils sont d'accord « sur de nombreux points ». « Le vote au Parlement sur la chasse l'a démontré, dit-il. Ceux qui se disent pour la construction européenne font marche arrière parce qu'ils ont peur d'avoir une explication avec le peuple. Ce sont des européens malgré eux ».

Le député des Grünen assure que les Verts ont trouvé en Charles Pasqua un « allié insespéré » : ce dernier « fait une autocritique de sa politique et veut réparer les erreurs qu'il a commises ». Dans Le Monde du 8 août, Alain Lipietz, qui figurera en troisième position sur la liste européenne des Verts, avait jugé qu'il fallait « prendre au sérieux Charles Pasqua ». « Un populisme nationaliste pro-immigrés : telle est la porte de sortie que Pasqua offre à la droite », expliquait l'économiste.

Béatrice Guirey

François Bayrou dénonce les « manigances » et les « complicités » avec le Front national

Le président de FD lance sa campagne pour la présidence de l'UDF

Invité aux « Premiers entretiens Edgar Faure » organisés par le Parti radical, samedi 29 et dimanche 30 août, à Arc-et-Senans (Doubs), François Bayrou a donné le

coup d'envoi de sa campagne pour la conquête de la présidence de l'UDF. Le patron de Force démocrate souhaite une ligne « claire » face à l'extrême droite.

ARC-ET-SENANS (Doubs)

Dire que l'opposition a profité de l'été pour se refaire une santé serait sans doute exagéré. Tel est le sentiment de ses responsables qui se sont rendus, samedi 29 et dimanche 30 août, aux « Premiers entretiens Edgar Faure » organisés à Arc-et-Senans, dans le Doubs, par le Parti radical. L'adhésion, il y a trois semaines, de Jacques Blanc, élu président de la région Languedoc-Roussillon avec les voix du Front national, au groupe Démocratie libérale de l'Assemblée nationale, a ravivé la lutte qui, depuis le mois de mars, oppose, à droite, les partisans d'un changement d'attitude envers le Front national aux tenants du maintien de la ligne de fermeté à l'égard de l'extrême droite.

« MÉCANIQUE » INFÉRIALE

En campagne au sein de l'UDF, notamment contre Hervé Morin, proche de Charles Millon, il a contesté le choix de « ceux qui pensent qu'on peut s'arranger avec le FN ». « Quand on commence à faire des manigances, des complicités et des clin d'oeil (...), après on est entraîné dans une mécanique dont on ne se tire pas », a affirmé le président de Force démocrate. Si l'opposition « n'est pas capable d'être claire sur ce sujet », elle « ne sera claire sur rien et personne ne [lui] fera crédit », a ajouté M. Bayrou. Il est revenu à Laurent Dominati de défendre la position de Démocratie libérale, dont il est le

La gauche des Verts n'arrive pas à se faire entendre

LAMOURA (Jura)

de notre envoyé spécial. Le matin, lors de son discours, Dominique Voynet avait parlé de la nouvelle « maturité » des Verts.

Non sans rappeler son inquiétude sur « l'enlisement de la situation des sans-papiers, lourde de menaces à la fois humaines, sociales et politiques » et son souhait de les voir tout régularisés, car « c'est une position de bon sens ». L'après-midi du samedi 29 août, les élus du conseil national interrégional (CNIR), le parlement des Verts, ont néanmoins fait mentir la ministre. Comme l'année passée, lors des journées d'été de Calais, où la préparation des élections régionales et la perspective de listes communes avec le PS avaient provoqué l'ire — et la sortie de la salle — de la gauche des Verts, la préparation des élections européennes de juin 1999 a donné corps à deux ou trois de ces psychodrames chers aux Verts. L'aïlle gauche — de 20 % à 30 % du mouvement —, qui redoute d'avoir à se compter lors du prochain congrès, les 14 et 15 novembre, s'est bruyamment inquiétée des « préférences » et des « renoncements » du discours de Dominique Voynet. Et du « coup de

barre à droite » que signifierait la candidature de « Dany ». Elle n'a pas proposé d'alternative à cette dernière.

Cette minorité — représentée notamment par Philippe Boursier, Francine Bavay et Philippe Chélim — n'a pas réussi à faire voter de motion contestant, en particulier, l'inscription du député des Grünen en tête de liste, hors de toute application de la proportionnalité des courants. En juin, à Choisy-le-Roi, les amis de Dominique Voynet, majoritaires, avaient décidé de renoncer à cette règle. La gauche des Verts s'est donc contentée d'abandonner les travaux, notamment en attendant le secrétaire national, Jean-Luc Benaïmias, expliquer que, si il ne figurait pas sur la liste des européennes, il n'entendait pas moins « diriger la campagne » des élections de 1999.

MAJORITÉ RENFORCÉE

Malgré quelques tensions, concernant notamment la répartition des places sur la liste (Le Monde du 29 août), l'unification de la majorité s'est renforcée à Lamoura. L'aval donné à la candidature de Daniel Cohn-Bendit a rassuré ceux qui la soutenaient : Noël Mamère, les Verts proches de Jean Dessusard ou de Guy Hascot, ou encore Marie-Christine Blandin. En outre, les nouveaux arrivés — six mille adhérents fin juin, contre trois mille l'an dernier — ont montré

Ariane Chemin

DÉPÊCHES

- PCF : la crise en Russie montre que le capitalisme n'est « pas l'avenir », estime Jean-Claude Gayssot, ministre des transports et membre du bureau national du Parti communiste. Critiquant, dimanche 30 août, sur Radio 1, « ceux qui ont cru que c'était le capitalisme qui allait être le fin du fin de la sortie » du système soviétique, M. Gayssot s'est prononcé « pour le dépassement du capitalisme ». « Il faut s'arrêter de entreprises privées (...) mais il faut aussi des exigences et des possibilités de régulation sociale et démocratique », a-t-il indiqué.
■ RPR : Alain Juppé invite les militants à mettre de côté « les problèmes de structures » du RPR et à réaffirmer la philosophie du mouvement gaulliste, « liberté dans la fraternité, initiative dans le partage et responsabilité dans la solidarité ». Samedi 29 août au Cap-Ferret (Gironde), l'ancien premier ministre a estimé qu'il fallait « épaouiser et renforcer un climat de confiance autour » de Jacques Chirac.
■ POLYNÉSIE : Gaston Flosse a été désigné candidat à l'unique siège de sénateur de la Polynésie française, vendredi 28 août, à Tahiti, par le comité central du parti politique qu'il dirige, le Tahaoeraa Huiraatira (affilié au RPR). Face au président du gouvernement de ce territoire d'outre-mer, l'opposition ne présentera qu'un seul candidat, Jean-Marie Raapoto, membre du parti indépendantiste Tavini Huiraatira.
■ FINISTÈRE : Jean-Yves Cozan, vice-président (div.) du conseil régional de Bretagne, a présenté, vendredi 28 août, à Brest, une liste intitulée « Notre Finistère », qu'il conduira aux élections sénatoriales du 27 septembre. Cette liste se présente en concurrence avec la liste officielle UDF-RPR, constituée de trois des quatre sénateurs sortants, auxquels est venu s'ajouter Ambroise Guellac (UDF).

هكذا من الإيجل

LE MONDE / MARDI 1^{er} SEPTEMBRE 1998 / 9

(Publicité)

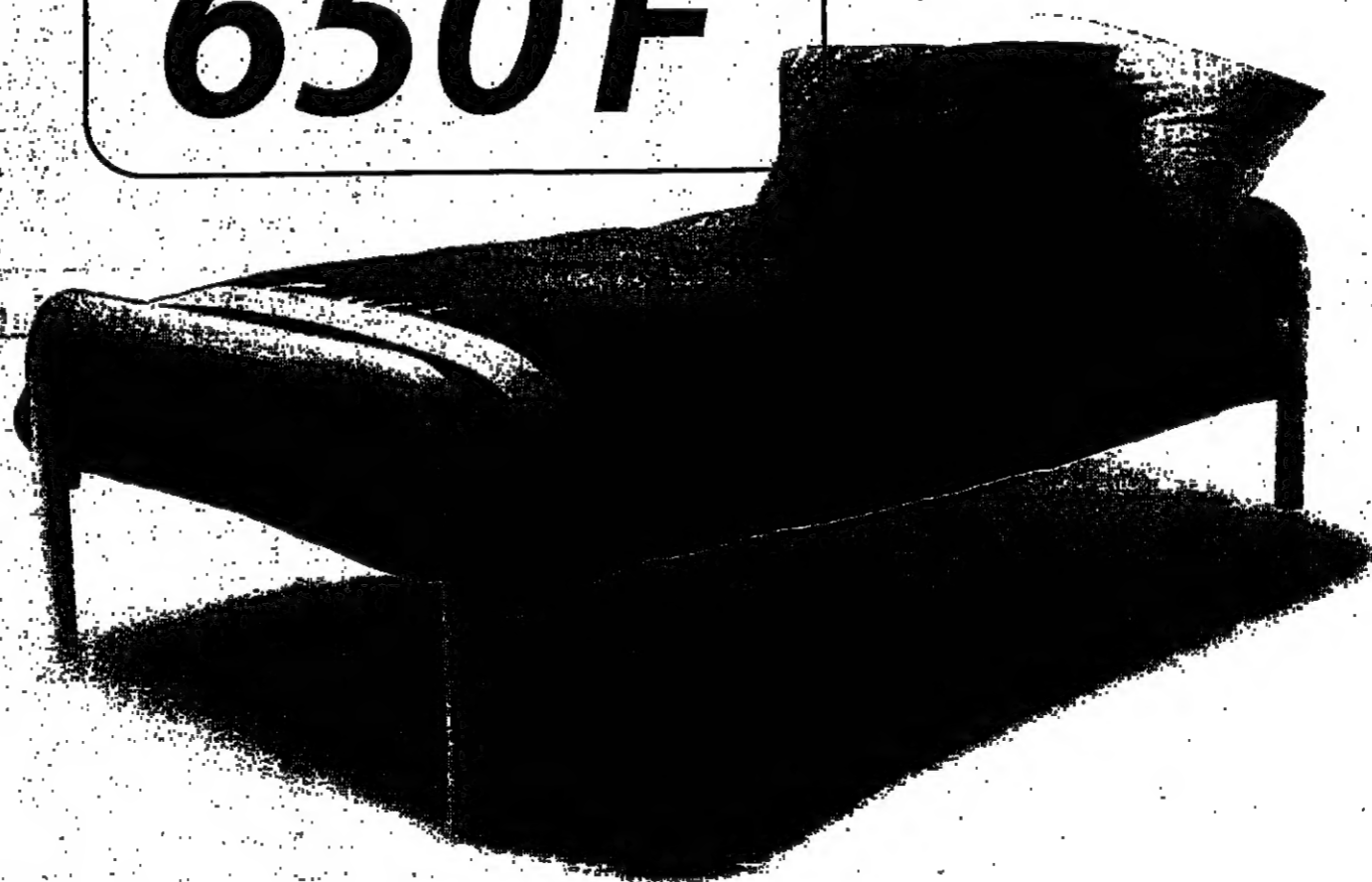
VENEZ CHEZ HABITAT, NOTRE LIT DES 25 ANS VOUS TEND LES BRAS !

Le lit dont les enfants
raffolent parce que ses bords
arrondis sont doux pour les
genoux et qui résiste

aux batailles de polochon,
c'est Tipi.

TIPi

650 F*



Lit d'enfant. Structure fixe en tube d'acier laqué époxy polyester.
Sommier à mailles métalliques. Vendu sans matelas.
A monter soi-même. Couchage 90 x 190 cm.
Coloris blanc ou aluminium.
L. 200 cm. H. 56 cm. P. 99 cm.

E=MC2 : linge d'enfant tissé teint 100% coton d'Égypte tissé teint.
1 drap housse vert 90 x 200 cm, 1 taie 65 x 65 cm bleue et une housse de couette 140 x 200 cm
avec motifs appliqués finition brodée. 275 F.

*Au lieu de 850 F. Prix net "emporté". Offre promotionnelle valable du 20/08 au 13/09/98.

Tous les magasins Habitat fêtent les 25 ans d'Habitat.
3615.Habitat (1,01 F la minute).
<http://www.habitat.fr>

25
ans

habitat

Il était une dame en noir

Au printemps 1997, Barbara avait entrepris de raconter sa vie de « femme qui chante » pour renouer le dialogue avec le public qui, elle l'avait voulu ainsi, ne la verrait plus jamais remonter sur scène. Sa brutale disparition, le 24 novembre dernier, a frustré ses admirateurs du long récit promis. A Claude Durand, le PDG des éditions Fayard, qui avait su gagner sa confiance, elle avait remis un texte dense et poignant resté inachevé, dont « Le Monde » publie des extraits inédits. L'ouvrage sera disponible en librairie mercredi 2 septembre sous le titre « Il était un piano noir »

Trente-deux figues, une orange et des gants de laine

Mes premiers souvenirs me ramènent à Marseille en 1937. J'y connus ma première passion amoureuse ; j'avais sept ans et aimais un enfant de famille noble qui en avait treize et était, ma foi, très beau.

Mon premier larcin fut pour lui : trente-deux figues fraîches, parfumées, juteuses et si jolies, que mon père avait comptées tout en les déposant dans le compotier posé sur le grand buffet.

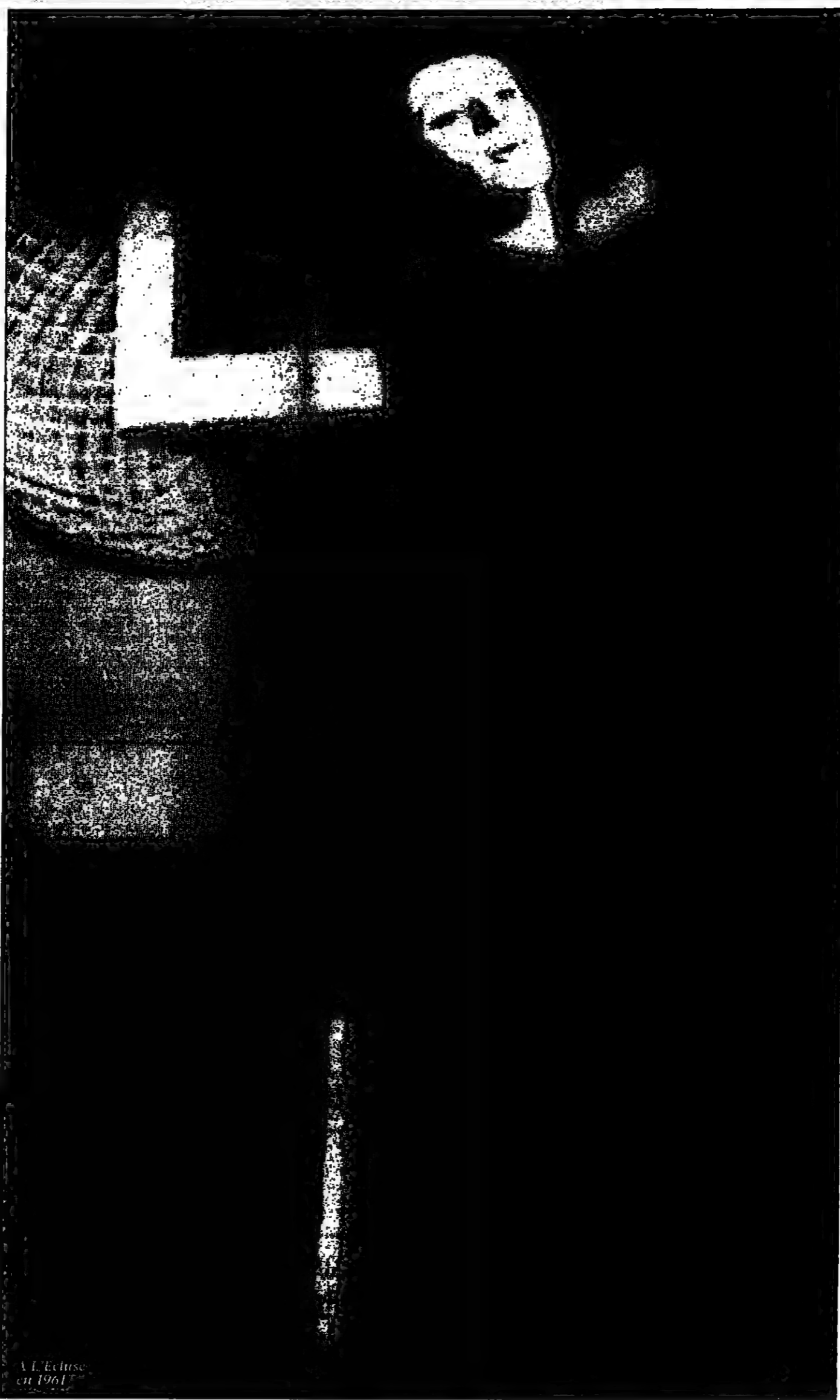
Trente-deux figues que, deux jours durant, je n'ai vu chapardées, malgré la menace des gendarmes, de l'envoi en pension, entre autres châtiments humiliants.

1938 : nous sommes à Roanne où va naître ma petite sœur, Régine. J'en garde mon seul et unique souvenir de Noël en famille. Un 24 décembre, par un froid de pierre, on nous emmena à la messe de minuit. Au retour, ma grand-mère, Granny, nous attendait à la cuisine avec une orange, un chocolat chaud fleurant bon la cannelle, et des morceaux de sucre candi servis sur une petite soucoupe bleue. Quelle douceur !

C'est la pauvreté, à Roanne, en 1938. Je suis habillée de robes

d'adultes que je déteste, retailées sur mon corps de petite fille. A Roanne, il y eut aussi des huisseries, qui sont « gens très matinaux » ! J'ai même vu un jour disparaître tous nos meubles, sauf le lit de mes parents, et, Dieu merci, la grande table sur laquelle j'inventais et pianotais toutes mes musiques. J'ai connu les « Vous direz que papa est absent ! », les rues détournées et contournées à cause des créanciers. J'étais souvent honteuse. Je hais, depuis, le mot « argent », la tricherie et le mensonge. [...] De Roanne, j'ai gardé surtout le souvenir d'avoir eu très froid, dans notre maison et à travers la ville que je traversais durant l'hiver glacial, sans gants, les doigts bleuis, douloureux. Ah, si douloureux !

Beaucoup plus tard, quand je chanterai au Théâtre des Variétés, j'achèterai, à un vieux monsieur qui tenait boutique dans la galerie voisine, un stock de gants de laine et de peau de toutes les couleurs, de superbes gants crème, ou blancs brodés, si fémininement garnis de petits boutons de nacre en forme de perles fines. J'en aurai beaucoup offerts, mais certaines paices se trouvent encore ici.



Quatorze bouts de Zan

Septembre 1939 : nous sommes au Vésinet. « Mes chers enfants, disent les parents accablés, la guerre vient d'éclater, il faut partir. » Mon père est mobilisé. [...] Nous fréquentons une école où j'ai un jour la surprise de voir, à la sortie, mon père qui m'attend. Il est en militaire ; il n'est là que pour deux heures qu'il va passer avec mon frère et moi. Puis il me

raccompagne, sanglotante. Je le supplie de rester, en vain. Je le vois encore s'éloigner, se retourner, revenir me prendre dans ses bras.

Pour me calmer, il sort alors de sa poche quatorze sous avec lesquels, le cœur lourd, j'achèterai du Zan. Le Zan, sous toutes ses formes, ne me quittera plus : bâtons de réglisse, rubans en rouleaux, petits grains, réglisse à la violette... J'en aurai partout et toujours sur moi. Plus tard, sans en connaître l'effet nocif sur la tension artérielle, j'en distribuerai à tous mes amis.

Ne rien dire de notre vie

J'ai gardé de cette époque le goût du voyage, de la clandestinité, du précaire, des parties de cartes à Fabri dans la chambre du fond, des départs à la sauvette, du bruit des coups dans la porte, des « Y a la Gestapo », des 15 CV avec leurs roues à rayons jaunes et une certaine tendance à la provocation, à une agressivité parfois inspirée par la peur.

Aujourd'hui encore, si l'on frappe ou l'on somme, je sursaute et il m'arrive de courir me cacher. [...]

Nos parents nous recommandent de ne rien dire de notre vie.

Ne rien dire, avec cette différence physique et l'arrogance avec laquelle je disais, justement, que j'étais juive.

Dans ma vie imaginaire, il y a eu aussi des promenades dominicales avec ma mère, de longues conversations, des rires, une grande tendresse et des secrets partagés alors que l'échange avec elle était en réalité bien difficile à cette époque ! [...] Dans mon imagination, il y a eu surtout un piano noir. Ce piano, je ne le posséderai que beaucoup plus tard, à vingt-neuf ans.

55 زامن لايدي

Que peut encore faire la gauche ?

par Zaki Laidi

LA découverte, pendant l'été, que le gouvernement Juppé va sans nul doute relancer le débat sur l'identité de la gauche à l'heure libérale. Que reste-t-il donc de la gauche quand celle-ci privatise plus et mieux que la droite ? Rien ou presque rien, diront sans nul doute les conservateurs de gauche, pour qui gauche et propriété collective des moyens de production ont partie liée.

Mais pour tous ceux qui croient qu'il existe un espace pour la gauche dans une société dominée durablement par l'idéologie libérale, la fin de l'identification de la gauche avec la propriété publique peut devenir une source de renouvellement et non de conformisme néolibéral. Si la propriété collective des moyens de production ne fait désormais guère sens, c'est tout simplement parce qu'elle ne garantit ni enrichissement collectif national, ni répartition plus juste de la richesse, ni stabilité plus grande de l'emploi, comme le montrent les restructurations en cours dans l'industrie étatique d'armement. En fait, en cette fin de siècle, le régime juridique de la propriété n'est plus aujourd'hui essentiel pour comprendre le monde ou pour vouloir l'amender. Dans les années 80-

90, l'accroissement des inégalités n'a été que faiblement lié aux privatisations. Les inégalités sont salariales, générationnelles et patrimoniales. La montée en puissance des fonds de pension dans la régulation financière est la pour souligner que le durcissement de la compétition n'est pas incompatible avec le développement d'un capitalisme populaire. Le plus grand fonds de pen-

aujourd'hui ? Nous suggérons deux pistes : celle d'une capacité à critiquer de manière crédible le néolibéralisme, celle d'une captation et d'une redéfinition en profondeur de l'idée même de changement social. Critiquer de manière crédible le néolibéralisme doit rester au cœur d'une vision de gauche, même si critiquer le néolibéralisme ne revient pas à le condamner en bloc.

De même que le duel a disparu de la régulation des rapports humains, la propriété publique est amenée à disparaître de la régulation des rapports marchands

sion du monde n'est-il pas la propriété des fonctionnaires retraités de Californie ?

Par ailleurs, tous les chefs d'entreprise savent que la propriété publique est un handicap à la mobilisation des ressources ou à la prise de décision rapide. De même que le duel a disparu de la régulation des rapports humains, la propriété publique est amenée à disparaître de la régulation des rapports marchands. Ce point étant admis, il faut poser la question essentielle : sur quels principes d'identité et d'action peut-on penser la gauche au-

Pourquoi ? Pour deux raisons : la première est que le marché est un construit social imparfait et non un ordre spontané. La seconde est qu'il y a marché et marché. On ne dira jamais assez que si le capitalisme existe depuis plusieurs siècles, il a, à travers les âges, connu des formes très différentes tant au plan mondial que local.

Le keynésianisme était une forme de capitalisme, même si celui-ci est très largement dépassé et même si la gauche à l'époque ne manquait pas de le dénoncer. En fait, tant au plan identitaire que politique, la

gauche peut aujourd'hui se définir encore comme un mouvement qui accepte totalement l'économie de marché, mais refuse le glissement vers la société de marché. Par là, il faut entendre l'idée selon laquelle l'équilibre et la cohésion d'une société ne sauraient s'établir sur la base du principe du marché autorégulateur. Être de gauche, c'est refuser que le marché soit le fondement de la vie en société.

Mais comment penser une organisation sociale où le marché n'occuperait pas tout l'espace ? A priori, la réponse est simple, en définissant une ligne de démarcation entre activités marchandes et non marchandes. Mais, en vérité, on se rend assez vite compte que cette position de principe tout à fait légitime se heurte à des obstacles considérables. Le plus fondamental d'entre eux réside dans le fait que peu d'activités humaines échappent d'une façon ou d'une autre à la sanction de marché. Et, d'une certaine manière, il faut s'en féliciter.

L'éducation, par exemple, est un bien non marchand. Pourtant, si l'on se met à former des générations dont la qualification ne répondrait pas aux besoins du marché, le système éducatif perdrait toute valeur. On pourrait dire la même chose de la création artistique en général, ou de la santé. Une économie de marché est une organisation

sociale qui ne saurait se soustraire à la sanction du marché. Mais à la différence de la société de marché, elle estime soit que la sanction du marché ne peut pas être le seul mode de reconnaissance d'une activité, soit que la notion de marché doit être enrichie et amendée pour prendre en compte, dans la définition de l'idée même de sanction du marché, un nombre croissant de paramètres.

Dans le premier cas, il faut définir et réglementer la protection des « secteurs pas comme les autres » (les biens culturels, par exemple). Dans le second, il convient d'imaginer les voies et moyens devant permettre au marché de solvabiliser des activités qu'il ne reconnaît pas encore et que la puissance publique, les collectivités locales ou les associations peuvent aider à « découvrir » (emplois liés, par exemple, aux activités de médiation sociale). Corrélativement, il est impératif d'inclure et de contraindre le marché à intégrer les éléments éthiques ou environnementaux qui concourent à la définition de la notion même de sanction du marché. Quoi qu'on en dise, la notion anglosaxonne de *stakeholder*, par opposition à celle plus restrictive de *shareholder*, va un peu dans ce sens, même si naturellement nous sommes encore très loin du compte.

Face aux néolibéraux qui glorifient le marché et aux conservateurs de gauche et de droite qui s'obstinent à le haïr, il y a place non pour une position intermédiaire, honteuse et nébuleuse, mais pour une redéfinition active et totale-

clair : le changement signifie le retour à l'ordre keynésien. Naturellement, il est parfaitement possible de fonder un projet de gauche sur la préservation de certaines conquêtes. Mais cette revendication peut devenir mortelle si elle tient lieu de programme.

Une pensée de gauche renouvelée ne peut survivre que si elle est à la fois capable de fonder son attachement à certains acquis et de prendre en compte les transformations profondes imposées par la mondialisation, l'individualisation des préférences, la montée du pluralisme culturel et la personnalisation du jugement. Comment donc la gauche peut-elle avoir un néolibéralisme l'initiative du changement ? Certainement pas en lui opposant un autre modèle global. Mais en agissant en amont des problèmes plutôt qu'en aval. Deux exemples peuvent l'illustrer cela.

Le premier touche à la production des normes. Nous vivons dans un monde envahi par un nombre croissant de normes technologiques, bancaires, fiscales, comptables et culturelles. Ces normes ne sont plus produites par des partis ou des États, mais par des institutions financières, des bureaux de consultants, des organes techniques dont nous ignorons l'existence et dont naturellement nous sous-estimons l'influence. Pourtant, c'est là que se construit la société de demain, même si ces acteurs n'ont pas nécessairement conscience d'en être les artisans. Je ne prendrai qu'un exemple : celui des taux de retour sur investissement. Pourquoi ceux-ci restent-ils si élevés alors que l'inflation est désormais presque nulle ? Pourquoi acceptons-nous cette norme ? Répondre « C'est le marché » n'est ni suffisant ni acceptable.

Naturellement, le risque est grand de s'enliser dans une discussion technique qui pourrait sembler éloignée du débat idéologique traditionnel. Mais c'est ce type de problèmes et de changements qu'une gauche moderne doit précisément capter et étudier si elle veut comprendre et combattre autrement que verbalement les dérives du système néolibéral. C'est un point essentiel. Et c'est d'ailleurs là que réside l'angle mort de la réflexion de la gauche en général, du blairisme en particulier.

Le second exemple concerne la protection sociale, où il faut sortir de l'opposition entre statu quo protecteur et déprotection. Là encore, si on continue à agir en aval des problèmes, la gamme des choix restera limitée. En revanche, si l'on se met à réfléchir en amont, c'est-à-dire identifier les causes des problèmes qui impliquent des « réparations en aval », on déplace les termes du débat. Il ne s'agit plus de savoir si l'on doit protéger plus ou moins les citoyens, mais agir pour que les raisons qui les poussent à demander plus de protection se trouvent atténuées.

Conceptuellement, c'est d'ailleurs probablement là que réside l'originalité du blairisme. Son hypothèse consiste à dire que l'idée de bien-être (*welfare*) doit être dissociée de celle d'État (*state*), non pour légitimer l'idée d'une déprotection massive, mais pour faire évoluer le sens même de la protection, d'une logique de compensation à une logique de prévention. Si, par le jeu de l'éducation et de la socialisation, on parvenait à réduire la consommation d'alcool et de tabac, à limiter les accidents de la route, à mieux former les jeunes pour leur épargner l'épreuve du chômage, à accroître la protection de l'environnement, on augmenterait le bien-être de la société sans accroître nécessairement l'engagement financier de l'État. Assez curieusement, cette logique de l'action préventive n'a jamais été pensée de manière systématique et politique, sans peut-être dans le domaine de l'environnement. Or sa mise en perspective politique s'inscrit dans une vision volontariste, extrêmement exigeante, et au fond assez utopique de l'homme.

Entre la « pensée unique » et son symétrique « la pensée indigente », il existe un espace très large de réflexion et d'action pour la politique en général et la gauche en particulier.

Zaki Laidi est chercheur au CNRS-CERI.

Cette semaine dans Télé 7 Jours

L'HOROSCOPE DE LA RENTRÉE

Par Elizabeth Teissier 4 pages à détacher

JOHNNY HALLYDAY

Les coulisses de l'exploit
Les photos de Los Angeles

JOHNNY HALLYDAY

SPECIAL STADE DE FRANCE

Aujourd'hui, la véritable force révolutionnaire est le néolibéralisme. C'est lui qui veut détruire « l'ordre bourgeois » que les classes moyennes avaient parfaitement assimilé

ment assurée consistant à tenir le marché en laisse de certaines activités, à élargir le champ du marché dans des secteurs d'utilité sociale qu'il tardait à reconnaître, à enrichir enfin le contenu éthique du marché par la prise en compte de paramètres sociaux ou environnementaux.

Naturellement, une telle demande peut sembler utopique dans un monde très dur dominé par les contraintes du court terme. Mais on ne peut reprocher à la gauche réformiste d'être utopique après lui avoir reproché d'être gestionnaire, et cela simplement parce qu'elle n'aurait entré la hache de guerre prolétarienne.

A ce premier enjeu, il faut en ajouter un second qui touche au rapport de la gauche avec le changement social. Depuis que la gauche est gauche, elle n'a eu de cesse de s'identifier au changement, par opposition à la droite qui entendait conserver l'ordre établi. Mais avec la révolution néolibérale, cette distinction a volé en éclats. Aujourd'hui, la véritable force révolutionnaire est le néolibéralisme. C'est lui qui, au nom du marché, veut détruire « l'ordre bourgeois » que les classes moyennes avaient parfaitement assimilé. Cet ordre, celui des trente glorieuses, garantissait la croissance régulière des revenus et autorisait l'ascension sociale dès lors que l'on acceptait de « jouer le jeu ». Or si les classes moyennes sont devenues anxiennes, c'est précisément parce que les règles du jeu ont changé. Jouer le jeu néolibéral, c'est désormais renoncer à toutes ces certitudes « petites bourgeoises » que la gauche, mais également la droite traditionnelle, avaient parfaitement acceptées.

che?

سكزا من لايصل

Les marchés piégés par les Etats

par Elie Cohen

L y a un an, il était de bon ton de dénoncer la mondialisation, qui livrait les Etats aux marchés, les monnaies aux spéculateurs et l'emploi aux multinationales apatrides. Un an plus tard, les économies européennes sont robustes et les spéculateurs durement touchés, et chaque opérateur de marché se transforme en kreninologue pour essayer de prévoir l'imminent. L'incapacité des politiques japonaises à réformer leur système financier, la querelle russe entre oligarques et apparatchiks, la résistance de l'élite militaro-industrielle coréenne à la restructuration des chaebols sont devenus des sujets majeurs.

La crise actuelle est financière, elle se nourrit d'incertitudes politiques; mal maîtrisée, elle peut remettre en cause la croissance mondiale.

Les crises asiatique puis russe illustrent de manière limpide la thèse que nombre d'économistes n'ont cessé d'avancer au cours des dernières années: la réalité de l'intégration économique mondiale passe par la régionalisation, la continentalisation, et non le multilatéralisme intégral, la disparition des nations et l'avènement d'un monde sans frontières. Les crises japonaise puis asiatique n'ont pas empêché les Etats-Unis de connaître une croissance exceptionnellement longue, ni l'Europe de connaître une reprise vigoureuse depuis dix-huit mois. On peut même dire que la crise asiatique a eu des effets vertueux, elle n'a pas entamé significativement la croissance des échanges et les excédents commerciaux européens, elle a agi comme un contre-choc pétrolier puisque les matières premières ont fortement baissé, elle a accompagné et accéléré un mouvement de baisse des taux longs, elle a maintenu le dollar à un niveau élevé par rapport au mark, facilitant ainsi la transition à l'euro. Quant à la Russie, il suffit de rappeler que son PIB est dérisoire (450 milliards de dollars), qu'elle n'exporte que du gaz et du pétrole et qu'un rouble fondant ne lui confère aucun avantage comparatif pour comprendre la résistance à la crise de l'économie européenne.

Ces crises illustrent, par contre, les effets de la globalisation financière. La déréglementation a considérablement fluidifié le marché des capitaux. Comme, au même moment, les gestionnaires américains diversifiaient leurs portefeuilles au point d'y consacrer 10 % de leurs encours et qu'ils étendaient leur champ de sélection d'actifs aux pays émergents, les conditions étaient remplies pour la propagation instantanée

de mouvements haussiers ou baissiers du seul fait de la concentration de la capacité d'arbitrage entre les mains des grands gestionnaires d'actifs. Cette diversification des actifs s'appuyait de fait sur trois hypothèses implicites. La première était que la sortie du communisme déboucherait avec le temps et selon un calendrier prévisible sur une économie de marché. La deuxième, que les élites politiques locales seraient à la hauteur des enjeux et ne détruiraient pas l'acquis de croissance par des politiques inappropriées. La troisième, que le Fonds monétaire international jouerait le rôle de prêteur en dernier ressort. C'est cette triple croyance que l'avalanche des crises japonaise, asiatique et aujourd'hui russe et latino-américaine a mis à mal, révélant les déséquilibres cachés des marchés financiers.

En effet, autant les opérateurs ont correctement anticipé l'amélioration des fondamentaux des marchés d'actions en se fondant sur les effets combinés de la révolution technologique, des restructurations industrielles et de l'élévation de la norme moyenne de rentabilité, autant ils se sont lourdement surpris par l'autostabilisation des marchés développés et sur le sérieux des marchés émergents. Pourtant, dès que le Dow Jones avait atteint les 6 000, puis les 7 500 points, des économistes de marché, comme Steph Roach et Abie Cohen, ont publiquement commencé à débattre de la rationalité de telles hausses au regard des fondamentaux économiques. Le relais a ensuite été pris par Alan Greenspan, qui a dénoncé l'exubérance irrationnelle des marchés et mis en garde contre cette nouvelle source d'inflation. Ces alertes n'eurent guère d'échos. Il faut expliquer ce décalage entre les valorisations boursières constatées et celles basées sur les fondamentaux, même en situation de baisse des taux longs, et il faut expliquer aussi comment une tendance se renverse.

La première explication relève de l'effet d'entournoir: lorsque les fonds injectés croissent de manière exponentielle et que l'offre de titres ne suit pas, la hausse est mécanique. Par ailleurs, les règles de gestion des fonds spécialisés leur interdisent de rester liquides. Dès lors, la hausse entretient la hausse, il est rationnel de ne pas aller contre le marché, d'autant qu'un gestionnaire de fonds se verra toujours reprocher d'avoir raté un train de hausse et jamais d'avoir perdu comme tout le monde. La gestion de fonds conduit donc à privilégier l'opinion dominante et à refouler tout

ce qui introduit de la dissonance par rapport à cette norme implicite. C'est ainsi que Wall Street a volé de record en record et que l'euphorie boursière a été exportée en Europe et dans les pays émergents, comme si ces pays convergeaient vers un modèle unique.

La chute du baht comme la chute du rouble vont servir de

et enrichir une classe parasite. La défaillance russe n'a jamais inquiété d'un point de vue économique, ni même financier, malgré les troubles provisoires et atermisés qui affectent les banques allemandes exposées. La crise russe a révélé aux opérateurs que la spirale de baisse des matières premières, dont la cause initiale est la panne asiatique, peut

l'occasion d'une crise de confiance politique majeure, les inquiétudes diffusées concernant les crises rampantes en Asie, les producteurs de matières premières ou les marchés d'actions américains, longtemps tues, se réveillent. La fuite devant les valeurs mobilières est alors générale. Les opérateurs ne s'encombrent guère de subtilités, car l'impératif est le retour à la liquidité. Puis, dans un deuxième temps, le mouvement se fait plus sélectif. Les marchés latino-américains, catalogués d'émergents, se différencient entre pays-dollar, pays matières premières, pays à déséquilibre de balance courante, etc.

Si cette analyse est correcte, deux conclusions doivent être tirées. Etant donné que le projet d'une évolution linéaire des pays émergents ou ex-communistes vers un modèle de capitalisme de type américain est hors d'atteinte, de même que les solutions FMI basées sur la lutte exclusive contre l'inflation, deux options s'ouvrent alors: l'abandon par le FMI de son rôle de prêteur en dernier ressort ou le retour à des options de contrôle des changes sur le modèle chinois.

S'agissant de l'impact à terme de la crise financière actuelle sur

la croissance mondiale, la responsabilité des élites japonaises dans les prochaines semaines sera décisive. Ou bien elles parviennent à ranimer la croissance d'un pays qui pèse 5 500 milliards de dollars en recapitalisant les banques, en baissant les impôts et en relançant la demande intérieure, et alors, les trois moteurs économiques de la planète étant en phase, la croissance restera soutenue et donnera des moyens à la crise des pays émergents, ne serait-ce qu'en leur offrant des débouchés. Ou bien le Japon se révélera incapable d'être à la hauteur de ses responsabilités, et le risque alors est grand que la chute des marchés continue et parvienne à altérer la confiance des consommateurs américains, qui, après s'être enrichis à la Bourse et avoir poussé leur consommation à un niveau inédit, risqueraient de prendre peur et baisseraient leur consommation.

La « forteresse Europe » ne pourrait alors à elle seule tirer la croissance de la planète entière, et la perspective de la récession deviendrait sérieuse.

Elie Cohen est directeur de recherche au CNRS.

S'agissant de l'impact à terme de la crise financière actuelle sur la croissance mondiale, la responsabilité des élites japonaises dans les prochaines semaines sera décisive

détonateur et provoquer une inversion de tendance. Elles ouvrent des périodes où ce qui était masqué, refoulé, accepté est remis en question. La Russie a oscillé en permanence entre la volonté technocratique de réussir le passage à l'économie de marché selon les recettes du FMI et les adhésions politiques qui en faisaient un système de distribution de rentes. Elle a su jouer de son statut nucléaire d'ex-puissance pour faire payer l'Occident

s'accroître. La crise des pays producteurs de matières premières signifie l'entrée en récession d'un bloc de pays qui pèse plus de 2 000 milliards de dollars. Elle fait comprendre aux opérateurs qu'il est vain de demander aux hiérarchies russes de se faire harakiri, et tout aussi vain de croire que le FMI peut financer indéfiniment à guchets ouverts.

Le mécanisme qui est à l'œuvre est donc politico-financier. Lorsque le marché se retourne à

C'EST INUTILE DE SOIGNER VOTRE CLAUSTROPHOBIE

si vous voyagez dans une boîte à sardines.

Une bonne nouvelle pour les claustrophobes: enfin un avion où on ne se sent pas enfermé. Avec le Boeing 777, on n'est pas serré dans son fauteuil, on peut étaler ses jambes, on n'a pas les coudees de ses voisins dans les côtes, on ne sent plus leurs genoux dans le dos et on peut se lever sans se cogner la tête contre les coffres à bagages. Quel soulagement! Chaque jour sur UNITED AIRLINES, nous ne faisons que ça, «devancer vos désirs, dépasser vos attentes. Alors un conseil, augmentez la dose de vos voyages sur UNITED AIRLINES et vous verrez vos troubles diminuer complètement. Pour plus d'informations, contactez votre agence de voyages, ou UNITED AIRLINES au 0 801 72 72 72 (N°Azur), composez le 3615 UNITED (1,29 F/min) ou retrouvez-nous sur Internet: www.united.fr.

UNITED AIRLINES
RISING

STAR ALLIANCE
The Global Network for Business
Le Réseau Azur du Monde

AU COURRIER DU « MONDE »

CORRIDA, JE TE HAIS

La saison des férias venue, vous sacrifiez paisiblement au culte de ceux qui se repaissent chaque été, entre plage et boîte de nuit, de sang et de cris.

Une page entière du Monde daté du 21 août relate en des termes invariablement imagés et épiques les parodies de batailles qui se livrèrent cet été sur le sable des arènes du Sud-Ouest. Ces textes emphatiques semblent rapporter quelque légende d'un autre âge qui n'attendrait qu'une plume racineuse pour être mise en vers. A la lecture, on croirait que la vertu physique du tueur - pardon, du matador - d'un coup magique de cape et d'épée, se serait soudain transcendée en vertu esthétique voire éthique. Bref! les poncifs de la littérature taurine tronquent jusque dans vos pages la froide vérité qui devrait pourtant en être le dessein sacré.

Le Monde relate d'une même voix rêveuse une exposition de peinture, un concert, un film ou - cherchez l'intruse - une corrida. La corrida est-elle donc un art? Deux perceptions s'opposent qui, a priori, ne sont pas moins légitimes l'une que l'autre. D'un côté, ses adversaires n'y voient qu'abominations et cruautés gratuites. D'un autre côté, ses partisans justifient tous, ou presque, leur goût

par la dimension artistique qu'ils lui prêtent. (...) Lors même que d'aucuns voient dans la mise à mort d'un animal un terreau de nobles émois, ils ne sauraient nier que le spectacle sublime qui les transporte se sustente de violences et de souffrances. Partant, un lecteur du Monde, insensible à cet « art » puisque sensible au mal d'une bête, a le droit d'appréhender l'événement au plat degré de l'horreur qu'il ne peut ni ne veut dépasser.

Pourquoi donc omettez-vous que des coups de pique et de banderilles ont déjà perforé ses poumons et vidé d'une bonne part de son sang l'animal lorsqu'un clown habileur l'empale avec le somire? Pourquoi ne décrivez-vous pas la suffocation visible au sang craché, et l'extrême souffrance, audible aux mugissements déchirants, qui ôtent à la bête toute vigueur? Pourquoi donc ne nous permettez-vous pas de comprendre que le « fauve » qu'on achève n'est plus rien que son ombre sanguinolente et chancelante?

Nous ne répondrez que votre dessin est de rendre l'émotion. Eh bien donnez-nous celle qui devant pareille bêtise nous fait cœur! Dévoilez au public français la sinistre réalité. Que les aficionados nous laissent nous indigner de leurs crimes comme, lâchement, nous les laissons les perpétrer!

Ludovic Mourgue
Talence (Gironde)

COMMUNICATION

LE MONDE / MARDI 1^{er} SEPTEMBRE 1998

La mort de Diana a bouleversé les mœurs des paparazzis et de la « presse people »

L'exploitation du décès de la princesse de Galles, associé à la lourdeur financière des procès intentés aux magazines, a ébranlé le marché de l'image des stars en France et a incité les titres à redoubler de prudence dans le traitement de l'actualité du show-business

JULIET 1997. Une soixantaine de photographes, planqués avec téléobjectifs en mains, tentent d'enregistrer, jour après jour, le « premier et dernier été » de Diana et Dodi. Bâlé 1998. Ils ne sont plus qu'une petite dizaine de paparazzis, un brin désabusés, à couvrir la « saison » à Saint-Tropez. L'exercice a perdu de son sel. Diana est remplacée tant bien que mal par les héros du foot français, Fabien Barthez en tête.

d'affaires - se vérifie un an plus tard dans les ventes. En attendant, tout le marché de la photo de personnalité a été touché, à des degrés divers, par la mort de Diana. Une autre raison, amplifiée par cette mort, a bouleversé la ligne de la presse qui publie régulièrement des images volées (essentiellement Voici), mais aussi d'une bonne part de la presse people : l'avalanche de procès.

Un bon sujet sur Vanessa Paradis ou Ophélie Winter pouvait se négocier 200 000 francs. « S'il faut ajouter 200 000 francs en dommages et intérêts, ce n'est plus possible. » En juillet, Ici Paris a été condamné à payer 360 000 francs à Johnny Hallday. L'émotion fut telle après l'accident de Diana que certains ont cru devoir annoncer la mort des paparazzis. Comme un signe, Tazio Secchiaroli, le premier paparazzi qui a inspiré Fellini pour La Dolce Vita, est mort le 24 juillet à Rome.

rien changé pour Match », plusieurs journaux et agences ont été « secoués par l'affaire » et « font plus attention ». Daniel Angeli, directeur de l'agence à son nom, paparazzi « historique » reconvertis dans le portrait réalisé avec l'accord des personnalités, affirme que « les canards, tous pays confondus et pas que Voici, passent moins d'images volées, et achètent beaucoup moins cher. Un sujet qu'on négociait à 100 000 francs est tombé à 10 000 ».

de Jonny Depp, Brad Pitt, Leonardo di Caprio, les frères Gallagher (Oasis), les Spice Girls, Julia Roberts, Sharon Stone, Pamela Anderson, Kate Moss... ou le frère de Diana. Mais ces stars intéressent moins le public français. Une rumeur évoque un « effondrement » des ventes pour le premier semestre 1998. A la direction du groupe Prisma, on reconnaît une baisse de 3 % à 6 %, « liée à notre relative timidité et à l'insatisfaction

dissent « ne pas vivre avec Voici », pensent que le journal est « reparti comme avant [la mort de Diana] ». Et leur métier aussi. « L'histoire plane encore sur nous, mais personne ne m'a agressé quand j'ai sorti mon téléobjectif pour faire Van Damme sur les Champs-Élysées. » Aucune agence spécialisée n'a mis la clé sous la porte. « L'hiver fut dur et puis on s'est adapté au marché en nous tournant vers l'étranger », dit un responsable d'agence

Des photographes reconvertis

Dix photographes, présents sur les lieux de l'accident, le 31 août 1997, avaient été mis en examen pour « homicides et blessures involontaires » et pour « non-assistance à personne en danger ». La majorité n'étaient pas des paparazzis mais des photographes qui prennent des photos de personnalités lors de soirées, de sorties d'hôtel, à Saint-Tropez, etc. Ne s'estimant en rien responsables d'un « accident de la route », ils refusent de s'exprimer. Seul Jacques Langevin avait un nom dans le grand reportage. Il continue cette activité pour Sygma, « après une dure pression médiatique ». Laszlo Veres est parti en Hongrie ouvrir une agence photo. D'autres ont quitté le secteur « people » pour l'actualité générale. Certains sont passés du côté de la rédaction. Seuls deux vrais paparazzis continuent leur métier.

de notre lectorat hard-core qui s'est senti spolié ». Est-ce la raison pour laquelle, durant l'été, Voici est revenue à une ligne plus dure, avec un sujet Gérard Depardieu-Carole Bouquet ? « L'été est une période forte pour le people, nous y faisons nos meilleures ventes. Disons que ce sujet Depardieu est un relâchement. Nous ne reviendrons pas au « paparazzi hard ». Le résultat est pourtant spectaculaire : plus de 750 000 exemplaires vendus.

qui avoue une perte de chiffre d'affaires de 15 % à 20 %. En revanche, des paparazzis indépendants qui ne travaillaient que dans l'Hexagone ont disparu. Tout comme, en Grande-Bretagne, les « nombreux photographes qui ne bouffaient que par Diana sont restés sur le carreau ». Et les autres, ont-ils changé leur manière de travailler ? « Je respecte encore plus la propriété privée, je n'ai pas volé de près si une personnalité a un accident de la route, mais dès que William, le fils de Diana, aura une petite amie... »

Michel Guerrin

« VOICI » MET LA PÉDALE DOUCE

Les trois premiers mois après l'accident ont ténébrés la presse mondiale, provoquant un effondrement du marché paparazzi. « On n'a plus rien fait, chaque sujet était refusé par les journaux, plus personne ne voulait entendre parler de nous, même en Australie !, dit un spécialiste du genre. On a eu peur.

En France, tout le monde a suivi de près le comportement de Voici, leader, et de loin, sur le marché de l'image dure. Le magazine de Prisma a « mis la pédale douce ». Le rédacteur en chef de Voici, Dominique Cellura, expliquait dans un éditorial du 2 mars : « Dès septembre, nous avons pris conscience que nous ne pouvions plus valiser ce magazine comme avant. » Aujourd'hui, un cadre de Voici reconnaît que les procès et la mort de Diana les ont obligés à « prendre un virage clair. Ce n'était plus tenable. Nous avons initié et poussé le marché paparazzi ».

Les « tabloïds » britanniques continuent la guerre des ragots

ÉDIMBOURG

Les fameux tabloïds à scandales britanniques ont-ils tiré les leçons de la mort de Diana ? Quel effet a eu l'incroyable émotion collective observée à l'occasion de son décès sur la couverture télévisée de la monarchie ? Le code de bonne conduite dont s'est dotée la profession est-il suffisant pour éviter les dérapages du passé ? Telles sont les questions qui étaient à l'ordre du jour du colloque « Diana, les médias et le peuple », organisé les 29 et 30 août dans le cadre du Festival International de télévision d'Édimbourg pour marquer le premier anniversaire de la tragédie du tunnel de l'Alma.

alors les interviews dans la rue, ce qui ne coûte pas cher grâce aux nouvelles technologies. La mort de Diana a symbolisé la télévision du sentimental et du Journaliste-confesseur », indique Kate Adie, reporter-vedette de la BBC. La direction de la chaîne publique a bouleversé le dispositif très austère prévu pour les funérailles de la reine-mère, âgée de 98 ans, et de la reine, 72 ans, en incluant des interviews de proximité. Évoquant « le nouvel âge d'or de la télévision », Elisabeth Murdoch, directrice des programmes de BSkyB Digital, la chaîne numérique dont le lancement est prévu pour le 1^{er} octobre, n'a pas hésité à comparer la télévision de demain à une grande surface : « Le pouvoir aujourd'hui est passé des responsables de l'audiovisuel à l'homme de la rue. Ce qui importe, c'est le choix de programmes et un excellent rapport qualité-prix : pourquoi ce qui est bon pour Marks and Spencer ne le serait-il pas pour la télévision britannique ? »

Dernier point évoqué à Édimbourg : le carcan réglementaire destiné à faire respecter les libertés fondamentales, à commencer par le droit à la vie privée. Les appels pour brider les excès des tabloïds, pour renforcer la charte déontologique ou pour mettre en place une législation musclée à la française ont fait long feu. Le gouvernement britannique s'est refusé à durcir une législation pratiquement inexistante dans les faits. En janvier, la Press Complaints Commission, une institution mise en place par la profession elle-même, et qui joue le rôle de régulateur, a interdit la publication de photos obtenues « par intimidation, harcèlement ou poursuites persistantes ». Les photos d'enfants mineurs âgés de moins de seize ans, prises à l'insu des parents, sont également bannies. Toutefois, l'organisation d'une surveillance ne peut rendre que des avis sans aucune forme de contrainte. Absout par le torrent de critiques contre la famille royale à l'époque du décès, Buckingham Palace a trouvé la parade en engageant comme chef de cabinet adjoint du prince de Galles un ancien directeur de la commission des plaintes en matière de presse. Comme l'indique Kate Adie, « à l'instar de Diana, le palais a appris comment manipuler les médias de manière très sophistiquée ».

Marc Roche

« Diana, les photos jamais vues » (Sunday Mirror), « Le complot secret de la princesse pour guérir le sida » (News of the World), « Le chauffeur de Diana était un espion » (Sunday People), etc. A lire les titres des journaux populaires en ce week-end anniversaire, « la princesse du peuple » continue à féliciter d'illimenter les fonds de commerce. « Le sentiment de culpabilité des éditeurs de presse n'a pas duré très longtemps. L'annonce de l'état d'ébriété du chauffeur du Rita, Henri Paul, et de son excès de vitesse ont vite absous les paparazzis de toute responsabilité dans la tragédie princière », affirme Christopher Hitchens, chroniqueur de Vanity Fair et ancien du Daily Express.

Quatre priorités pour les nouvelles grilles de France Télévision

XAVIER GOUYOU BEAUCHAMPS, président de France Télévision, a fait sa rentrée avec une déclaration de guerre à TF1. Il a, en effet, annoncé la diffusion par France 3 du match de football Islande-France, qualificatif pour l'Euro 2000, qui aura lieu samedi 5 septembre et que la chaîne privée avait programmé. Après un printemps et un été agités (départ d'Albert du Roy, imagerie de Jean-Pierre Cottet, préavis de grève à France 3) et l'installation dans le nouveau siège, Xavier Gouyou Beauchamps a rappelé, lundi 31 août, au personnel de France Télévision et à la presse les quatre priorités fixées aux deux chaînes de service public pour leurs programmes : « Assumer leur fonction sociale, innover, enrichir le patrimoine national de l'image par une politique de création ambitieuse, être les télévisons des grands événements, fer-

ment de l'identité et de la mémoire collectives. » Xavier Gouyou Beauchamps a insisté sur le fait que « la complémentarité et l'harmonisation des programmes de France 2 et France 3 constituent la raison d'être de France Télévision », tout en ajoutant que « les objectifs d'audience ne les empêchent pas de prendre des risques ». Pour Patrice Duhamel, nouveau directeur de l'antenne de France 2, « il faut clarifier l'identité et la vocation de service public ». Outre les séries de fiction, dont Le Cap des pins, sous forme de feuilleton quotidien, les dimanches après-midi de Michel Drucker et certaines soirées animées par Gérard Klein, la chaîne prétend « innover » en multipliant les émissions de cinquante-deux minutes le vendredi et la création de deux magazines confiés à Thierry Ardisson et à Christine Bravo. Rince la baignoire est destinée aux adolescents. Enfin,

- DÉPÊCHES ■ INTERNET : le premier ministre a créé une « mission interministérielle de soutien technique pour le développement des technologies de l'information et de la communication dans l'administration » (MITEC) par un décret daté du jeudi 27 août. ■ RADIO : CBS a annoncé jeudi 27 août l'introduction en Bourse d'Ici à fin septembre de 20 % du capital d'Infinity Broadcasting, qui regroupe 155 stations de radio qui émettent sur les marchés régionaux américains. Le groupe va mettre en vente son réseau d'affichage TDL - (AFP). ■ AUDIOVISUEL : le club de football de l'Olympique de Marseille travaille à un projet de télévision, sur le modèle de Manchester United (MUTV), consacrée à la vie du club.

la « diversité » se traduira par « Place de la République », un magazine « destiné à favoriser et entretenir le mouvement d'intégration citoyenne », une grande adaptation du Napoléon de Max Gallo. Le renouvellement des variétés devrait aller dans le sens imaginé par Jean-Pierre Cottet avec de grandes soirées spéciales, le samedi, consacrées à Edith Piaf, Jacques Brel, Serge Gainsbourg, Romy Schneider. Patrice Duhamel ne compte pas en rester là. « Une prochaine étape, en janvier 1999, dessinera davantage encore le nouveau profil de France 2 », a-t-il annoncé. Du côté de France 3, les objectifs sont de « renforcer l'ancrage régional, développer la dimension culturelle et élargir le public vers les plus jeunes ». Jean Réveillon, qui vient, lui aussi, de prendre la direction de l'antenne, estime que « France 3 ne doit en aucun cas chercher à ressembler aux autres télévisions généralistes ». Il a confirmé le décrochage régional de vingt-six minutes, tous les dimanches à 18 h 30, « afin d'explorer des chemins où les médias nationaux ne s'aventurent pas ». Outre les documentaires et magazines - « qui constituent les fondations même de France 3 », la chaîne risque quelques nouveautés telles que le feuilleton-documentaire, un débat d'idées, une émission qui donnera la parole aux téléspectateurs et un divertissement touristique.

Françoise Chirot

ET LÀ, CLARA NOUS A DEMANDÉ : "Qui a inventé les mots ?" Ce genre de questions, il les aide à lire, découvrir, questionner... on s'y attend chez Pomme d'Api. Avec ses Avec les journaux de Bayard Presse, histoires, ses héros, ses jeux, le journal les questions ont des réponses... Pomme d'Api est un vrai copain qui comme ça, c'est plus facile de grandir. connaît bien ses petits lecteurs. LIRE, ÇA AGRANDIT LA VIE.

هكذا من الإيجل

RÈGLEMENT MENSUEL

LUNDI 31 AOÛT

Liquidation : 23 septembre

Taux de report : 3,50

Cours relevés à 12h30

Table with columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, % variation.

Table with columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, % variation.

Table with columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, % variation.

Table with columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, % variation.

Table with columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, % variation.

Table with columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, % variation.

Table with columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, % variation.

COMPTANT

Une sélection Cours relevés à 12h30

LUNDI 31 AOÛT

Table with columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, % variation.

Table with columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, % variation.

Advertisement for 'Gestion de fonds internationaux' with a key image and text 'Voir plus loin'.

Table with columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, % variation.

Table with columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, % variation.

Table with columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, % variation.

SECOND MARCHÉ

Une sélection Cours relevés à 12h30

LUNDI 31 AOÛT

Table with columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, % variation.

Table with columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, % variation.

Table with columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, % variation.

Table with columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, % variation.

Table with columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, % variation.

Table with columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, % variation.

SICAV et FCP

Une sélection Cours de clôture le 28 août

LUNDI 31 AOÛT

Table with columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, % variation.

Table with columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, % variation.

Table with columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, % variation.

Table with columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, % variation.

Table with columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, % variation.

Table with columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, % variation.

JOURNAL OFFICIEL

Au Journal officiel du vendredi 28 août sont publiés :

Administration : un décret portant création de la mission interministérielle de soutien technique pour le développement des technologies de l'information et de la communication dans l'administration, placée sous l'autorité du premier ministre ;

Un décret instituant auprès du secrétaire général du gouvernement un comité des publications chargé d'étudier les questions posées par l'édition et la diffusion des publications émanant des services et établissements publics administratifs de l'Etat, de tenir l'inventaire permanent de ces publications et de veiller à la rationalisation des modalités de leur édition ainsi qu'à leur bonne diffusion. Le décret qui institue une commission de coordination de la documentation administrative est abrogé.

Au Journal officiel du samedi 29 août sont publiés :

Loyers : un décret relatif à l'évolution de certains loyers dans l'agglomération de Paris, pris en application de la loi du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs.

Conseils municipaux : trois décrets portant dissolution des conseils municipaux de Maisonneuve (Vienne), Aspach (Moselle) et Arzgas (Gard).

Au Journal officiel du dimanche 30 août est publié :

Silos : un arrêté relatif aux silos et aux installations de stockage de produits organiques dégageant des poussières inflammables. Il s'agit de dispositions à prendre pour prévenir les risques, la pollution de l'air ou celle de l'eau.

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

M. Michel BAUDRON et M^{me} née Chantal FEYREPEYRY ont la joie d'annoncer la naissance de leur petit-fils

Bertrand, chez Anne et Gérard LOUSSOUARN, Paris, le 6 août 1998.

Candice et Victor sont heureux d'annoncer la naissance de Clémence, le 25 août 1998, au Havre.

Nathalie et Jean-Pierre NIOT, 56, avenue de l'Hippodrome, 76310 Sainte-Adresse.

Romane SARFATI, Frédéric OLIVENNES et Edo, ont la joie d'annoncer la naissance de

Jeanne, le 8 août 1998, 7, rue Beaurellis, 75004 Paris.

Laurence GALLOT, Eric ROHDE et Juliette, sont heureux d'annoncer la naissance de

Sixtine, à Paris, le 22 août 1998, 120, avenue de Suffren, 75015 Paris.

Anna et Victor sont heureux d'annoncer la naissance de

Claude, Henry, Stanislas, le 20 août 1998.

ROCHENOIR, 50, boulevard Victor-Hugo, 92300 Neuilly.

Agathe et Lionel ARCIER sont heureux de faire part de la naissance de leur fille

Léonore, le 6 août 1998, 94120 Fontenay-sous-Bois.

Géraldine et Jérôme CARRO ont la joie de faire part de la naissance de

Raphaël CARRO, le 11 août 1998, à 12 h 46, et remerciant, en son nom, les amis qui l'ont gâté.

Mariages

Mont-Saint-Aignan (Seine-Maritime), Bischheim (Bas-Rhin), Paris.

Jean et Michèle DURAMÉ sont heureux de faire part du mariage de leur fils

François avec Nathalie GSELL, le 5 septembre 1998.

M^{me} Sandra VERRIER CAPELA et M. Philippe BECRET ont l'immense joie d'annoncer leur mariage, qui a eu lieu à New York, le mercredi 19 août 1998.

Rappel : fiançailles en mai, mariage en août, bébé en...

Décès

M^{me} Jeanne-Marie Baguette, Les familles Baguette, Fleuret, Allard, Lambert, Dumont, Amin et Sibille, ont le profond deuil de faire part du décès de

M^{me} Albert BAGUETTE, née Jeanne HENRIARD, survenue le 22 août 1998, à Bruxelles, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

L'inhumation a eu lieu au cimetière de Robermont, à Liège (Belgique), le 26 août.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Ses enfants, petits-enfants, amis et camarades, ont la douleur de faire part du décès de

Vincent CARRIER, survenue le 19 août 1998.

Ceux qui l'ont connu et aimé se souviennent.

Je suis un arc-en-ciel d'émotions

Andrée PIERRE-LAHAYE nous a quittés brutalement le jeudi 27 août 1998, à l'ombre des pins de Montalivet (Gironde).

Son père, ses enfants, ses petites-filles, ses sœurs, toutes les familles réunies, et ses amis, l'accompagnaient avec peine et amour.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Gabriel, 5, rue des Pyrénées, Paris-20^e, le mercredi 2 septembre, à 10 h 30, suivie de l'incinération à 13 heures, au cimetière du Père-Lachaise.

Cet avis tient lieu de faire-part.

51, rue Paul-Lafargue, 92290 Wasquehal, 25, rue du Bois, 92000 Nanterre, 14, rue de la Bénédicte, 75020 Paris, 84, avenue Philippe-Auguste, 75011 Paris.

Anniversaires de décès

Il y a dix ans, le 1^{er} septembre 1988,

Robert PIEROT nous quitte.

Ceux qui l'ont connu et aimé auront une pensée pour lui.

Ruthy SZWARC nous quitte le 1^{er} septembre 1996.

Depuis, elle nous manque terriblement. Manica, Myriam, Daniel, Nicole, Jonathan, Benjamin.

Communications diverses

ÉCOLE SPÉCIALE D'ARCHITECTURE Établissement privé d'enseignement supérieur reconnu d'utilité publique et par l'État. Président : Christian de Portzamparc.

Remise automne 1998. Lycéens préparant le baccalauréat, bacheliers, diplômés de l'enseignement supérieur, vous désirez intégrer l'École spéciale d'architecture à l'automne 1998.

Un examen d'admission se déroulera le 1^{er} septembre 1998. Renseignements : ESA, 254, boulevard Raspail, 75014 Paris.

Tél : 01-40-47-40-00. Fax : 01-43-22-81-16.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

CARNET DU MONDE - TARIFS 98

TARIF à la ligne

DÉCÈS, REMERCIEMENTS, AVIS DE MESSE, ANNIVERSAIRES DE DÉCÈS TARIF ABONNÉS 109 F HT 95 F HT

NAISSANCES, ANNIVERSAIRES, MARIAGES, FIANÇAILLES 500 F TTC Forfait 10 lignes

Toute ligne suppl. : 60 F TTC THÈSES - ÉTUDIANTS : 67 F HT COLLOQUES - CONFÉRENCES : Nous consulter

01.42.17.39.80 - Fax : 01.42.17.21.36 01.42.17.29.96

A la recherche d'une information sur une entreprise ? Consultez votre Minitel 3615 LEMONDE ESPACE INFORMATIONS. La Bourse en direct (BOU) - Gestion personnalisée de votre portefeuille - Cours actualisés tous marchés dont les cours des entreprises privatisées (PRIV) - Valeur des sicav - Dépêches économiques et financières 24 h/24 (Reuters et AFP) - Communiqués des entreprises cotées en Bourse (FIL). Les bilans des entreprises (ENT) - Informations légales et financières sur plus de 3 millions d'entreprises avec LES BILANS.

Vous devez choisir une formation, une filière, une classe prépa, un lycée... Consultez notre rubrique Education sur INTERNET. 3^e cycle avec un annuaire de plus de 800 formations (DESS, masters, MBA) en fiches détaillées. Grandes Ecoles avec les résultats nominatifs aux concours d'entrée 98. Prépas-Bac-BTS-DUT avec les palmarès 97 des classes prépas, lycées et IUT. www.lemonde.fr/education/

VIENT DE PARAÎTRE LE MONDE diplomatique. LA CRISE MENACE LES DIGUES DE L'ÉCONOMIE MONDIALE - Page 24 et 25. Les architectes du social-libéralisme. Guerre saintes. CE MOIS-CI DANS LE MONDE DIPLOMATIQUE : RWANDA, COREE DU NORD, CHILI, ALGERIE, CHYPRE, ALLEMAGNE, INTERNET. Egalement au sommaire : SOCIÉTÉ : La fin du travail, un mythe démodé (Robert Castel) ; BELGIQUE : Le coût écosocial d'un divorce (Sergio Carrozza) ; BOSNIE : Ni guerre, ni paix (Thomas Hofnung) ; AFRIQUE : Le Burkina Faso fait reculer l'excision (Joëlle Stoll) ; ASIE : Paysage après la bombe (Paul-Marie de La Gorce) ; PALESTINE : La quête ardente des Palestiniens (Alain Gresh) ; LITTÉRATURE : La résistance de George Orwell (Nicolas Truong) ; Romans roses pour femmes modernes (Michelle Coquilhat) ; La presse du cœur ne trompe personne (Sylvette Gier).



هكذا من الجمل

La « grande chasse » qui passionne l'Amérique du base-ball

Le joueur américain Mark McGwire, évoluant aux Saint Louis Cardinals, est sur le point de battre un record vieux de trente-sept ans. Malgré ses récents aveux de dopage à l'androstènediol, il continue d'enthousiasmer les foules

La chasse aux records passionne depuis toujours les Américains. Dans l'un des sports-rois de l'autre côté de l'Atlantique, le base-ball, la tension est à son comble depuis quelques semaines. Les amateurs de

statistiques, que sont obligatoirement les passionnés de cette discipline riche en calculs, suivent les exploits de Mark McGwire. Ce joueur de l'équipe des Saint Louis Cardinals n'est plus qu'à quelques points d'un

record emblématique du base-ball. Avec 54 « coups de circuit » (un tour de terrain complet sans que la balle ait été touchée par l'équipe adverse) dans une même saison, il se rapproche du véritable étalon du

jeu établi par Roger Maris en 1961, une légende de la balle frappée outre-Atlantique. Les journaux commentent l'exploit à venir de celui que l'on surnomme déjà « Big Mac », même si ce dernier a avoué récem-

ment avoir utilisé de l'androstènediol, un stéroïde anabolisant. Mais la Ligue de base-ball ne reconnaît pas ce produit comme dopant, et Mark McGwire peut déclarer sans crainte : « Je n'ai rien pris d'illégal. »

LOS ANGELES correspondance

C'est une saga comme les autres, celle des Américains, une vraie légende héroïque qui enrichit leur histoire au passé raccourci. Depuis plus d'un mois, les gazettes sportives se sont d'ailleurs transformées en compte à rebours géant pour mieux savourer l'authentique exploit que Mark McGwire, premier homme de base des Saint Louis Cardinals, est en passe de réaliser. Car cet homme-là, pratiquement inconnu hors des États-Unis, a rendez-vous avec l'histoire.

S'il continue sur sa lancée sans flancher, il devrait battre le record des 61 home runs en saison régulière détenu depuis 1961 par Roger Maris, une autre légende de la batte et du gant. Ces 61 tours de terrain complets - un home run se traduit en français par « coup de

circuit », quand la balle frappée sort des limites du terrain et permet au batteur de réaliser un tour intégral des bases, le circuit, et de marquer un point en une seule frappe - représentent le record le plus vieux de l'histoire du base-ball.

Un « trésor inestimable », souligne même les théoriciens de ce sport. Vue d'Europe, cette passion statistique peut sembler incongrue. Mais, aux États-Unis, l'atmosphère enfiévrée qui entoure l'événement n'apparaît démesurée qu'aux yeux du bétail atteint de tropisme.

« HISTOIRE COLLECTIVE »

« Le base-ball, qui se définit souvent comme le passe-temps favori des Américains, ne peut se comprendre que dans la durée. C'est un sport né aux États-Unis, qui

grandi sur le sol américain. Il fait donc partie intégrante de notre histoire collective, avec ses rituels et ses héros. D'ailleurs, le base-ball se retrouve inéluctablement dans la littérature », explique Bruce Baiman, un écrivain new-yorkais qui avoue une indécrottable passion pour l'équipe des Yankees.

Il ajoute que, contrairement à d'autres sports comme le basket-ball ou le hockey sur glace, « les règles du base-ball n'ont pratiquement pas évolué depuis sa création en 1839. Cela permet aux statisticiens d'analyser des chiffres réellement comparables, même sur des périodes de temps très espacées. C'est la raison pour laquelle le record de Roger Maris signifie encore quelque chose de très fort. »

Mais, depuis peu, Mark McGwire n'est plus le seul à participer à la « grande chasse », cette incroyable chasse au record. Un joueur des Chicago Cubs, Sammy Sosa, s'est lui aussi invité à cette bataille contre l'histoire en plissant l'actuelle traque médiatique. Télévisions, journaux et magazines illustrent, depuis, ce coude-à-coude à grand renfort d'analyses et de tableaux comparatifs.

Ce puissant coup de projecteur arrive au bon moment pour la Major League Baseball (MLB), la Ligue du championnat américain de base-ball. Après les grèves à répétition de joueurs et les baisses des taux d'audience télévisée enregistrés lors des trois dernières années, le base-ball avait perdu le cœur de certains de ses fans.

Les exploits combinés de Mark McGwire et Sammy Sosa ont donc redonné l'image d'un sport que certains trouvent trop lent et en-

nuyeux. Hélas, il y a quelques jours, Mark McGwire a avoué sans ciller avoir utilisé de l'androstènediol, un stéroïde anabolisant déguisé en supplément nutritif à base de testostérone synthétique, pour parfaire sa préparation physique.

Inscrit pourtant sur la liste des produits dopants du Comité international olympique (CIO) et de la

liste de la créatine pour effacer les cicatrices musculaires d'une vieille blessure, Mark McGwire a commencé, l'année dernière, dans la plus stricte légalité, un traitement à l'androstènediol, un « pré-curseur » de la testostérone agissant sur la masse musculaire et la vitesse de récupération.

« Je n'ai rien pris d'illégal, a-t-il récemment expliqué à un journa-

za, conseiller technique du syndicat des joueurs, ont pris position en faveur du joueur des Cardinals. « L'importance donnée à cette affaire par les médias est honteuse, a déclaré ce dernier. Mark McGwire est au centre de toutes les critiques, mais j'estime qu'il est victime d'une injustice. »

54 A 52

Au cœur de ce concert d'hypocrisies, seuls les médecins sportifs ont émis de légitimes doutes sur la définition empirique du dopage par la Ligue de base-ball. « Je ne connais pas les effets secondaires de ce produit sur l'organisme », a noté Michael Mellman, le médecin des Los Angeles Dodgers. Mais une chose est sûre : je ne le recommande à personne, car l'androstènediol n'est pas encore soumis à la législation pharmaceutique, qui impose des tests obligatoires avant la mise en vente sur le marché. »

Visiblement, les remarques du corps médical ne sont pas restées lettre morte. Au milieu du mois d'août, le syndicat des joueurs s'est réuni en comité mixte pour réfléchir à une refonte de l'actuelle liste des produits dopants de la MLB. Mais rien n'a été décidé.

En attendant, les deux impétrants continuent d'avancer sur la route du record de Roger Maris. Vendredi 28 août, Mark McGwire n'était plus qu'à sept coups de la gloire, avec 54 home runs à son actif contre 52 pour Sammy Sosa. L'Amérique se prépare à fêter ses nouveaux héros. Et peu importe les polémiques, les futurs historiens du base-ball ne garderont en mémoire que des chiffres.

Paul Miquel

Le « libéralisme » des ligues américaines

L'utilisation de l'androstènediol par le base-balleur Mark McGwire permet de mettre l'accent sur le manque d'harmonie des ligues américaines dans la lutte antidopage. L'absence prouvée de contrôles inopinés illustre le laisser-aller évident des instances sportives dans le domaine du dopage outre-Atlantique. Tour d'horizon de ce qui est interdit, et par qui, aux États-Unis.

substances officiellement illégales. C'est-à-dire tout et rien.

● Major League Base-ball (MLB). Elle proscrit la cocaïne, la marijuana, les amphétamines, les médicaments opiacés, les stéroïdes dans et la « phencyclidine » (PCP).

● National Football League (NFL). Elle se distingue des autres fédérations en proposant une liste détaillée de produits prohibés.

Sont interdits : les stéroïdes anabolisants et ses substances dérivées, les hormones de croissance, les bêtabloquants, la gonadotrophine, les diurétiques et autres produits « masquants » ainsi que les suppléments nutritifs à base de produits proscrits.

Les stéroïdes anabolisants

Vendu légalement aux États-Unis sous forme de pilules, l'androstènediol synthétique se transforme en testostérone, après absorption par le corps humain. Ce produit est même considéré comme un « précurseur » de la testostérone. Il s'agit d'un composé de stéroïdes anabolisants qui favorise l'augmentation du taux d'hormones mâles et donc agit sur la force musculaire et les capacités de récupération de l'athlète. Données à petite dose, ces substances sont rapidement éliminées et difficilement décelables. A forte dose, elles peuvent provoquer des accidents thrombo-vasculaires, des troubles psychiques intenses, des œdèmes, voire une diminution de la spermatogenèse.

Autorisé par les ligues de base-ball, de basket-ball et de hockey sur glace, l'androstènediol est en revanche interdit par le Comité international olympique (CIO). Aux États-Unis, la Ligue de football américain la proscrit et elle fait partie de la liste des substances interdites dans les tournois du Grand Chelem (comme l'US Open) qui sont régis par la Fédération internationale de tennis.

National Football League (la Ligue du championnat de football américain), cette substance en vente libre aux États-Unis n'est pas proscrite par l'organisme de tutelle du base-ball, ni par les ligues de basket-ball et de hockey sur glace. De plus, ses effets secondaires sont encore très mal connus faute d'analyses scientifiques pertinentes.

La marée des Saint Louis Cardinals est-elle trop belle pour Roger Maris ? Rien n'est moins sûr. Après avoir subi un traitement de quatre

listes du Los Angeles Times. L'androstènediol est naturel, et tous les joueurs de base-ball que je côtoie utilisent les mêmes produits que moi... Certains de ces autres joueurs ne sont pourtant pas du même avis. C'est le cas, bien entendu, de Sammy Sosa. « Je ne suis pas Mark McGwire. Pour moi, tout est mental, et je n'ai pas envie d'avoir recours à de telles substances car je n'en ai pas besoin. »

L'androstènediol n'étant pas proscrit par la MLB, la majorité des observateurs comme Gene Or-

ROBERT REDFORD
KRISTIN SCOTT THOMAS

ROBERT REDFORD

L'HOMME
QUI MURMURAIT À L'OREILLE
DES CHEVAUX

FRANCE info

2 SEPTEMBRE

LES LOCALES

www.gaumont.fr

EN VUE

Déjà, dans les années 20, les savants soviétiques avaient étudié la peinture des primates, mais, sous Staline, leurs recherches furent interrompues.

Zhao Shuziang, de Lankao, une région désertifiée de la province chinoise du Henan, castreur de porc, très laid, en mal d'enfant, a tué sa femme divorcée et stérile, en l'opérant pour l'inséminer, puis en le recousant de gros fil comme il faisait avec les truies.

Chicco Art sana, de Côme en Italie, fabricant de jouets, ayant reçu à l'occasion d'un concours promotionnel de nombreux coupons falsifiés au nom de la petite Marilza, un an, a porté plainte contre le bébé.

Selon un récent sondage, près d'un Américain sur deux estime qu'en raison de sa « relation inappropriée » avec Monica Lewinsky, Bill Clinton devrait consulter un psychologue.

Afin de pulvériser le record d'Emma, sa mère, restée dans un cercueil, en 1968, pendant 101 jours, morte depuis, Geoff Smith, trente-sept ans, de Mansfield en Angleterre, s'est fait enterrer, le 22 août, pour six mois dans une boîte équipée d'une ampoule électrique, d'un téléviseur et d'un système d'évacuation sanitaire.

RoadPeace, une ONG britannique, ayant lancé un appel aux automobilistes pour qu'ils limitent leur vitesse à 35 kilomètres à l'heure le jour anniversaire de l'accident qui coûta la vie à la princesse Diana, le Royal Automobile Club craint une recrudescence des collisions.

Samedi 29 août, des malfruits ayant fait irruption à Plan-de-Cuques, près de Marseille, pour s'emparer d'un distributeur de billets, ont pris la fuite à bord de plusieurs véhicules après avoir, par erreur, vivement attaché du cuir d'une agence bancaire, à l'aide d'un treuil relié à une voiture tout terrain, l'appareil voisin, qui délivrait seulement des relevés de comptes.

Un cracheur de feu live a été interpellé, vendredi 28 août, au moment où il tentait d'enflammer un guitariste pentecôtiste qui l'importunait en distribuant des tracts religieux, rue du Sauvage à Mulhouse.

Mgr Eugenio Sales, cardinal archevêque de Rio, s'élève contre le lancement, par une griffe brésilienne à la mode, d'un slip de bain pour homme portant sur le derrière le visage de Jésus et sa couronne d'épines.

Christian Colombani

De l'inquiétude, mais pas de panique à Varsovie

La monnaie polonaise vient de perdre 10 % de sa valeur, mais la presse du pays estime que les effets négatifs de la crise russe seront limités puisque le pays n'est plus dans l'orbite de son puissant voisin

INQUIÉTUDE, bien sûr, mais aussi réconfort. C'est sur ces deux registres, un peu contradictoires, que la presse polonaise commente la déconfiture financière et politique de la Russie.

« Il y a des raisons de s'inquiéter, mais pas de paniquer », écrit un commentateur économique du quotidien Gazeta. L'inquiétude s'explique facilement : le zloty, la monnaie nationale, a perdu en quelques jours près de 10 % de sa valeur - alors que depuis des mois la banque centrale de Pologne cherchait les moyens de freiner son ascension.

Les investisseurs occidentaux retirent leurs placements à court terme, notamment en bons du Trésor, parce qu'ils sont à court de liquidités pour éponger les pertes subies en Russie, ou bien parce qu'ils réagissent par une soudaine méfiance à l'égard des marchés émergents en général, et ceux d'Europe centrale et orientale en particulier.



« Invisibles » avec la Russie ne représentent, avec 5 milliards de dollars, que moins de 10 % de son commerce extérieur. Et la boursaque venue de Russie frappe une économie considérée comme saine, où les placements extérieurs à court terme sont très inférieurs aux ré-

serve de la banque centrale. La Pologne - pour son bonheur - appartient déjà largement à un autre monde : les deux tiers de ses échanges se réalisent avec l'Union européenne.

PRÉPARER L'ADHÉSION À L'UE

L'éditorialiste du quotidien Rzeczpospolita profite de l'occasion pour froter les oreilles des quelques hommes politiques, en particulier issus des milieux paysans, qui ces derniers années dénonçaient « les efforts prétendument humiliants déployés pour séduire les consommateurs occidentaux et faisaient miroiter les marchés de l'Est, présentés comme beaucoup plus prometteurs ».

« L'image d'une Pologne qui sort de

la « zone tampon » et entre dans l'Union européenne et l'OTAN est la meilleure garantie de stabilité », écrit pour sa part, toujours dans Rzeczpospolita, l'ancien premier ministre libéral Jan Krzysztof Bielecki.

Pour lui, la leçon à tirer des déboires de la Russie est que la Pologne doit accroître ses efforts de préparation à l'adhésion à l'UE, et être soutenue dans ses efforts par les dirigeants de l'Union. Aujourd'hui, écrit l'ancien premier ministre, les investisseurs occidentaux considèrent « de plus en plus la Pologne comme un futur membre de l'Union, et de moins en moins comme un marché émergent ».

Les gouvernements actuels - et tout particulièrement Leszek Balcerowicz, le vice-premier ministre chargé des finances - ont eux aussi tiré très rapidement la leçon des événements de Moscou. « Il faut s'attendre à une aggravation de la situation en Russie », a-t-il annoncé dès les premiers jours de la crise. Et, selon lui, la meilleure manière pour la Pologne de se préparer à l'adhésion, c'est de poursuivre ses réformes économiques, et de ne pas céder à la facilité : déjà le gouvernement a tiré argument de la baisse russe pour réviser à la baisse ses prévisions de croissance et limiter à 2 % (au-dessus de l'inflation) les hausses de salaires dans le secteur public, suscitant le mécontentement des syndicats, qui réclamaient trois fois plus.

Jan Krauze

DANS LA PRESSE

MARIANNE

Jean-François Kahn « Oui, il y aura - il y a déjà - une grave crise économique. Ce n'est pas une surprise. Marianne, en janvier dernier, en avait très précisément décrit le scénario. A l'origine de l'ouragan, il y a, comme on le sait, la crise asiatique. Un véritable krach continental qui a sanctionné un impressionnant échafaudage d'économies-casinos dopées par un système de cavalerie. Totalement pris à contre-pied, les investisseurs spéculateurs se sont mis à douter de l'ensemble des économies dites « émergentes ».

dragons asiatiques qui les fascinaient jusqu'alors, mais également de la Russie et, peu à peu, de l'Amérique latine.

THE ECONOMIST

Est-ce la fin de la présidence de Boris Eltsine ? Techniquement, la réponse est non. Mais aussi bien M. Eltsine que son premier ministre par intérim parlent de M. Tchernomyrdine comme du prochain président de la Russie. Cela est peut-être prématuré, mais M. Eltsine paraît certainement affaibli politiquement, comme il l'est physiquement. Son second mandat présidentiel manque singulièrement de vigueur. Ce mandat s'est déjà révélé un échec pathétique, un coma de deux ans interrompu par des

accès d'excitation. Les réformes se sont effondrées en dépit des efforts de ministres bien intentionnés, et maintenant le chaos financier menace. Outre ses maux habituels, la Russie affronte maintenant une crise bancaire aiguë, une devise à plat et la possibilité d'un retour de l'inflation. S'il s'agit vraiment de la fin du règne de M. Eltsine, ce dernier laisse derrière lui un sérum empesonné. M. Tchernomyrdine pourrait fort bien regretter son empressement à l'accepter.

RFI

Dominique Burg « Les socialistes français ne l'ont pas formellement accepté, ils n'ont pas voté le principe, ils ne l'ont pas dit, ils ne disent pas ainsi

d'ailleurs. Et pourtant, les voilà clairement sociaux-démocrates. Pendant des années, la moindre évocation du congrès fondateur de la social-démocratie allemande, le congrès de Bad Godesberg, en 1959, était un gros mot, une insulte, une trahison politique. Aujourd'hui, les socialistes français ont leur Bad Godesberg : c'est La Rochelle. On y a entendu Laurent Fabius souhaiter la privatisation d'Alr France, un membre du gouvernement plaider pour les fonds de pension, un autre, Martine Aubry en l'occurrence, défendre farouchement le bien-fondé de la baisse des charges patronales, et bien d'autres propos autrefois iconoclastes, sans que la salle ne soit à feu et à sang.

www.fear-and-loathing.com

Une œuvre multimédia originale pour promouvoir l'inclassable « Las Vegas Parano »



site raconte une nouvelle fois, les éphémères aventures du journaliste Raoul Duke et de son co-journalon de débauche, le Dr Gonzo, (Johnny Depp et Benicio del Toro), errant dans Las Vegas sous l'impression des drogues les plus diverses, en cette « ignoble année du Seigneur, 1971, la pire de toutes les époques », où la guerre du Vietnam atteignait son paroxysme et où l'Amérique s'appretait à réélire Richard Nixon.

d'abord en voiture, puis dans les bars et les casinos, au milieu d'une course de motos en plein désert, dans les chambres d'hôtel dévastées, dans le terrifiant cirque Bazooka et, bien sûr, au beau milieu de la conférence nationale sur la lutte contre le trafic de drogue, réunissant des procureurs venus de tout le pays.

Pour rendre le spectacle plus déroutant, chaque épisode est animé par un procédé différent : séquences d'animation photoréalistes, diaporamas, mouvements inopinés d'éléments du décor, bulles de texte balayées, apparitions brutales de balles cauchemardesques ou zooms arrière dévoilant par petites touches une scène particulièrement éprouvante. Certains tableaux requièrent la complicité active du visiteur, qui doit déformer lui-même les images, trouver les liens déclenchant des bribes de dialogues et des bruitages insupportables, ou s'exercer au tir sur un stand virtuel dont l'enseigne résume parfaitement l'ambiance générale : « Visez les organes vitaux ».

Yves Eudes

SUR LA TOILE

ELECTIONS ALLEMANDES

Le chancelier allemand, Helmut Kohl, a fait savoir qu'il avait l'intention de s'exprimer en direct sur Internet et de répondre aux questions des internautes. Son intervention aura lieu le 18 septembre prochain, soit quelques jours avant les élections législatives, entre 10 et 12 heures, sur le site de son parti, la CDU. - (AFP) www.cdu.de

L'ADMINISTRATION EN RESEAUX

Une « mission interministérielle de soutien technique pour le développement des technologies de l'information et de la communication dans l'administration » a été créée le 27 août pour une durée de trois ans, à l'initiative du premier ministre. Cette décision s'inscrit dans le cadre du plan présenté par M. Jospin, en janvier, pour faire entrer la France dans la société de l'information. Selon le décret, la mission « anime, soutient et évalue les actions menées par les services et établissements publics de l'Etat pour le développement de leurs réseaux d'information et de communication ». Son chef sera nommé prochainement par le premier ministre. - (AFP)

Abonnez-vous au Monde pour seulement 17,95 par mois. Includes fields for name, address, postal code, and authorization for automatic payments.

De l'Everest à Diana par Alain Rollat. LE GENRE HUMAIN est-il destiné à vivre à ras de terre? On peut le croire, si l'on s'en tient aux difficultés physiologiques qu'il éprouve dès qu'il prend de l'altitude.

LUNDI 31 AOÛT

FILMS DE LA SOIRÉE

- 0.13 Un shérif à New York... 0.30 L'Équipage... 0.35 Braveheart...

GUIDE TÉLÉVISION

- MAGAZINES: 18.30 Nulle part ailleurs... 19.00 Émporté spécial... 21.00 La Vie à l'endroit... DOCUMENTAIRES: 19.30 Chypre, le divorce d'Aphrodite...

NOTRE CHOIX

- 20.40 Rock... 20.45 Toto le héros... 21.00 Le sacre du pape... 21.15 Marlin... 20.35 Planète...

PROGRAMMES

- TÉLÉVISION: 18.25 Excluzif... 19.05 Le Bigflit... 20.00 Journal, Météo... FRANCE 2: 18.00 Hartley, cœurs à vif...

ARTS

- 19.00 Beany & Cecil... 19.30 Chypre, le divorce d'Aphrodite... 20.00 Reportage... 20.30 1/2 Journal...

FILMS DU JOUR

- 13.35 L'Équipage... 14.50 Cet obscur objet du désir... 15.35 Un thé au Sahara... 17.10 La Lumière...

GUIDE TÉLÉVISION

- MAGAZINES: 11.30 Cérémonie... 13.00 Que restera-t-il de l'histoire... 15.00 L'Éclaboussure... 16.00 La France et ses religions...

NOTRE CHOIX

- 20.30 Festival Rocambole... 20.05 A la fin, porté par le style des grands feuilletonnistes... 20.35 Planète...

PROGRAMMES

- TÉLÉVISION: 13.35 Les Feux de l'annuaire... 14.45 Arènes... 15.40 La loi est la loi... FRANCE 2: 13.35 Derrick...

ARTS

- 14.25 Modes de vie, modes d'emploi... 16.35 Jours marins reporters... 18.00 Va savoir... 18.30 Le Monde des animaux...

Le Monde publie chaque semaine, dans son supplément daté dimanche-lundi, les programmes complets de la radio et de la télévision...

Entre Hernani et Chéri-Bibi... C'est Ponson du Terrail, l'un des grands feuilletonnistes du siècle dernier...

13.35 Les Feux de l'annuaire... 14.45 Arènes... 15.40 La loi est la loi...

de panique à Varsovie

سعد من الإيهل

CONJONCTURE

Les Saoudiens plaident pour une nouvelle organisation pétrolière page IV

IDÉES

Les dessous de la panique financière en Russie page V

Le Monde ECONOMIE

ENJEUX ET STRATÉGIES

ENQUÊTE

Les avatars de la taxe Tobin ou comment calmer la spéculation financière page VI

ANNONCES



IMMOBILIÈRES pages VII et VIII

MARDI 1^{er} SEPTEMBRE 1998

Les devoirs de rentrée de Lionel Jospin

DOSSIER

Condition de mettre de côté un environnement pollué par les suites de la crise asiatique, les déboires de la Russie et les inquiétudes que suscitent les pays émergents d'Amérique latine, dans l'Hexagone, la rentrée 1998, la deuxième du gouvernement Jospin, s'annonce très semblable à la précédente, voire meilleure. Jusqu'aux derniers événements, la France avait passé un été de rêve, entrecoupé par son succès inespéré au Mondial et plus encore, par sa propre réaction à ce succès. Le contexte économique national est au diapason. Le chômage baisse (11,8 % au dernier pointage) et c'est pour l'instant la seule chose que les Français souhaitent.

France En dépit de la crise asiatique et russe, le pays bénéficie d'une conjoncture favorable. Mais des réformes urgentes se font attendre

portés donne du pouvoir d'achat aux consommateurs, le cycle d'investissement entamé par les entreprises se développe.

Autre bonne nouvelle, héritée de la crise internationale cette fois : l'euro profite de l'afflux de capitaux à la recherche de placements sûrs, ce qui maintient le taux d'intérêt à un niveau bas, tandis que l'économie américaine demeure suffisamment robuste pour justifier une bonne tenue du dollar et rester stimulante pour les exportations européennes. Si la crise internationale ne s'aggrave pas, l'Europe occidentale pourrait être partie pour une phase de croissance longue et saine « à l'américaine ».

Un scénario « gris » réévalue l'impact de la crise asiatique et de ses prolongements est-européens et latino-américains : sans nécessairement s'aggraver davantage, celle-ci entraverait dans le monde entier des ondes déflationnistes plus marquées. Les dévaluations des monnaies d'Asie, en particulier du yen, aggraveraient le déficit commercial américain, déjà au plus haut, et entraîneraient finalement au long cycle de croissance des États-Unis. Le ralentissement, alors, se propagerait à l'Europe.

Sophie Gherardi Lire la suite page 21

Les fonctions de la demande intérieure : consommation, recours au crédit, achat de logements, investissement des entreprises, se raréfient. Tandis que le rythme de 3 % de croissance pour 1998 se confirme, l'emploi salarié rattrape, en valeur absolue, son niveau de la fin 1989 et le nombre de Français au travail est le plus élevé depuis sept ans. Le fait majeur de la conjoncture, aux yeux de l'opinion, est là. Le gouvernement Jospin s'en voit attribuer le mérite ; telle est la loi du genre, surtout dans un pays où la conviction reste ancrée que l'État est responsable (ou le cas échéant complice) de la bonne (ou mauvaise) santé de l'économie.

Mais la France n'est pas seule au monde. Le contexte économique international, préoccupant

- 35 heures : la bataille ne fait que commencer
Retraites : un dossier polémique et financier explosif
Sécurité sociale : replâtrage ou réforme de fond ?
Secteur public : une démarche ambiguë
Fiscalité : pas d'allègements significatifs
Euro : la coordination économique à l'épreuve

CHRONIQUE

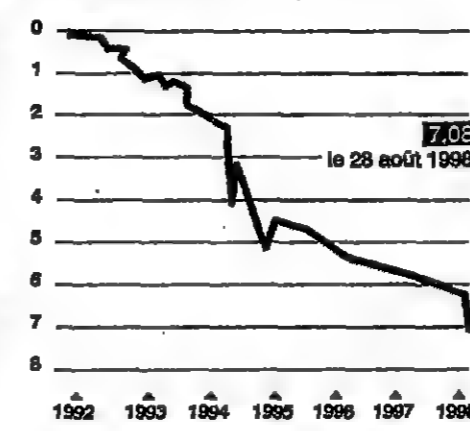
par Serge Marti

L'été meurtrier

Récemment, le Wall Street Journal reconnaissait que « la tempête financière qui secoue les économies dans le monde entier est en train de s'intensifier jusqu'à devenir l'une des pires crises monétaires que le système ait connues depuis l'abandon, il y a un quart de siècle, des parités fixes », admettant que « même les tenants des libres marchés sont préoccupés par la capacité des marchés de devises à punir les nations qui ont faim, bien au-delà des péchés qu'elles devraient expier ». Pour que la bible des milieux d'affaires néolibéraux en vienne à ce type de constat, faut-il que le mal soit réellement grave... En fait, les symptômes ont déjà un début d'antécédent.

l'Ukraine qui trébuche et, derrière elle, même si leurs biens se sont distendus avec « le grand frère » ex-soviétique, les pays du deuxième cercle, ceux d'Europe centrale, qui se prennent les pieds dans le tapis des impayés. Le zloty polonais est en train de faire les frais de cette nouvelle donne. De son côté, l'Allemagne a beau affirmer que ses banques avaient provisionné ces nouveaux risques, on ne voit pas comment le pays le plus engagé à l'Est ne pâtirait pas d'un évident manque à gagner, à défaut de pertes substantielles. De même, de l'autre côté de l'Atlantique, les difficultés du Brésil et du Venezuela ne peuvent pas ne pas avoir d'effet sur l'économie américaine et sur le dollar canadien.

Dollar en roubles (échelle inversée)



Le cours officiel de la monnaie russe

Même si elle a pu être comparativement mieux gérée - essentiellement parce que les États-Unis y avaient tout intérêt - la crise mexicaine de 1995 avait été présentée par Michel Camdessus, le directeur général du FMI, comme la première « des grandes crises du XXI^e siècle ». Sous-entendu : des crises à venir. Le typhon asiatique, qui, depuis juillet 1997, balaye l'Asie de l'Est sans que le vent tombe, puis la débauche russe, le dernier en date de cette longue série de désastres qui affectent l'économie mondiale, ont non seulement contribué à avancer le calendrier de M. Camdessus, mais aussi donné corps à ce qu'il faut bien appeler « un modèle de crise », valable aussi bien en Amérique centrale qu'en Asie et en Europe de l'Est.

D'autant que la chronologie de cet été déclinant n'est pas de hasard. À l'automne dernier, l'Asie de l'Est, déjà chauffée à blanc par l'effondrement de ses devises, avait été aussi punie par le feu, celui de gigantesques incendies de forêt. Après le feu, c'est au tour de trombes d'eau d'affluer la région. La Chine qui subit des crises historiques devra réviser sensiblement à la baisse ses prévisions économiques : de 1 % tout au plus, assurent les experts ; de 2 % à 3 %, renchérrissent les spécialistes. Cela à un moment où Pékin, privé en grande partie du secours de Hongkong, entré en récession, doit à la fois supporter le coût de la privatisation d'une grande partie de son secteur étatique et composer avec les difficultés de ses voisins : tout en résistant à la tentation de dévaluer sa monnaie, le yuan.

En dépit de quelques spécificités propres aux pays concernés, celui-ci est, grosso modo, la résultante de trois facteurs, parfois conjugués : des mouvements de capitaux spéculatifs assez bienvenus qu'incitent à appliquer telles quelles les fameuses « réformes » définies par l'Occident, sans s'être véritablement et préalablement dotées d'assises économiques, financières, et politiques solides ; enfin, des marchés boursiers et des changes livrés à eux-mêmes, en temps réel. L'effet de domino avait pu être relativement contenu lors de « la crise texila » ; la déconfiture des économies est-asiatiques était un drame au moins régional ; sa connexion avec l'effondrement du rouble et la faillite virtuelle de la Russie en ont fait un cataclysme désormais mondial.

En dépit des déclarations officielles naturellement rassurantes, nul ne peut se dire à l'abri de la contagion ; les pays d'Europe de l'Ouest, pas plus que les États-Unis. Quand la Russie s'effondre, c'est aussi

- p. II
p. II
p. III
p. III
p. III
p. III

COMPUTER BENCH advertisement listing various Macintosh models and prices. Includes 'iMac G3' promotion and 'METTEZ UN PC dans votre Macintosh' offer.

LES TROISIEMES CYCLES DE L'ISG advertisement for business development services. Lists services like marketing, HR, and legal, and includes contact information for Marion Maury.

هكذا من لامل

Commencer

Sécurité sociale : nouveau replâtrage ou réforme de fond ?

■ Incontestablement, cette fin d'année 1998 sera celle de la Sécurité sociale. Ayant délaissé les problèmes de financement de la santé pendant plus d'un an pour se consacrer principalement aux 35 heures, Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, a fini par être rattrapée par le dossier, c'est-à-dire par les déficits. La hausse des dépenses de santé a atteint 3,4 % sur les cinq premiers mois de 1998, une progression qui pulvérise les prévisions du gouvernement : tenir le déficit dans les limites prévues par le Parlement, à savoir 12 milliards de francs, dont 4,9 milliards pour la maladie.

Courant juillet, Martine Aubry a donc dû fabriquer un plan d'urgence, dans la lignée de ceux qui ont été tricolés ces vingt dernières années et qui consistent à taxer l'un ou l'autre des partenaires pour réduire un déficit structurel.

SYNDICATS DE MÉDECINS

Ce plan avait toutefois une particularité sur les précédents : il faisait rentrer la gestion du déficit chronique dans le virtuel. Des économies étaient annoncées mais par report d'augmentations de tarifs médicaux principalement. Les assurés sociaux n'ayant pas été taxés, ce sont les laboratoires pharmaceutiques (1,8 milliard) qui ont été mis à contribution et les professions de santé (dentistes, kinésithérapeutes, radiologues...) qui ont vu leurs hausses de tarifs reportées pour fournir 2,7 milliards de francs supplémentaires.

Ces mesures ponctuelles sont-elles le prélude à un travail de fond ? Les discussions avec les syndicats de médecins le diront. Un temps électrocutés par les rigueurs du plan Juppé, ceux-ci ont repris du poil de la bête. Encouragés, il est vrai, par les socialistes. Les critiques proférées par ces derniers en novembre 1995 contre le plan d'Alain Juppé, et le laissez-faire gouvernemental sur le front de la santé depuis un an, ont conforté les professionnels de la santé dans leur refus de principe de tout encadrement financier de

▼ Le déficit des dépenses de santé s'est encore creusé sur les cinq premiers mois de l'année

leur activité. La question qui se pose est alors la suivante : la fameuse méthode Jospin, mélange de dialogue et de main dans le dos, amènera-t-elle, les syndicats de médecins, et notamment la CSMF, première organisation de médecins libéraux, à accepter une réduction du revenu des praticiens en cas de dépassement des objectifs de dépenses d'assurance-maladie votés par le gouvernement ? En d'autres termes, les médecins donneront-ils à Martine Aubry ce qu'ils ont refusé à Alain Juppé ? Leur réaction à une clause de sauvegarde destinée à « punir » tout dépassement futur le dira.

À la décharge du ministre des affaires sociales, rappelons que deux décisions de type structurel ont néanmoins été prises. La première consiste à autoriser les pharmaciens à échanger automatiquement les médicaments prescrits contre des produits dits génériques, c'est-à-dire moins chers. Pour être pleinement efficace, pareille mesure suppose que la rémunération des pharmaciens soit réformée.

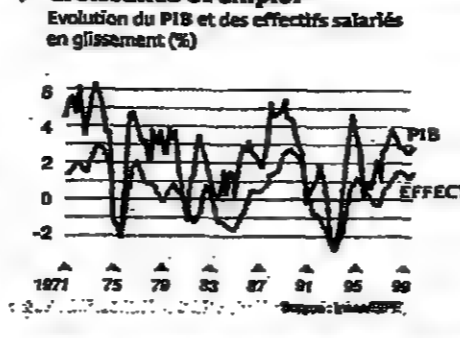
La seconde est la nomination de Gilles Johanet à la tête de la Caisse nationale d'assurance-maladie. Ce haut fonctionnaire de la Cour des comptes n'a rien d'un faiseur de pluie, mais il a l'avantage de connaître le dossier et donc d'être immédiatement opérationnel. L'un de ses premiers objectifs serait de passer l'ensemble des biens et services médicaux au crible du seul critère qui vaille : celui de l'efficacité médicale. Des économies de l'ordre de 100 milliards de francs pourraient être atteintes après plusieurs années.

Yves Mamou

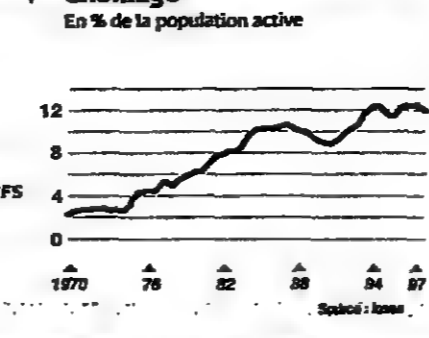
France, état des lieux

La croissance se poursuit et le chômage décroît lentement... tandis que les prélèvements restent à un niveau élevé

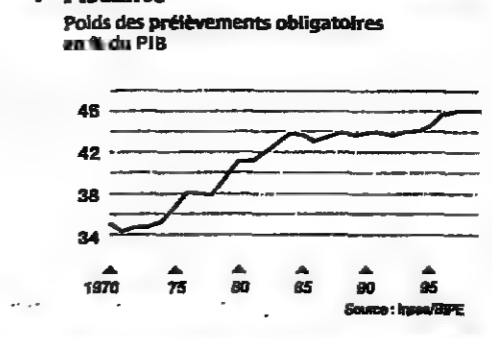
▼ Croissance et emploi



▼ Chômage

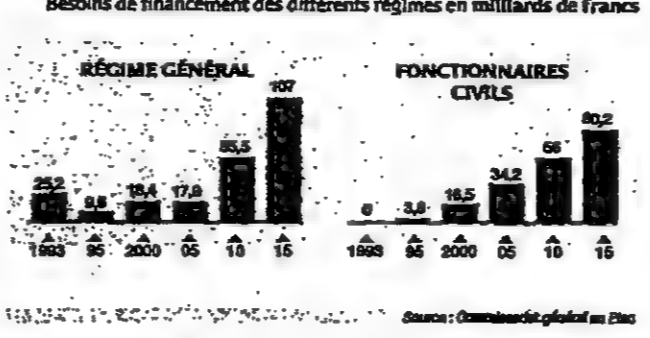


▼ Fiscalité



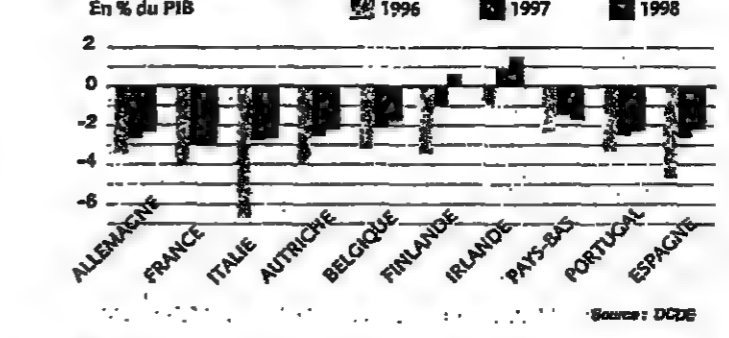
Le financement des retraites est toujours problématique

▼ Retraites



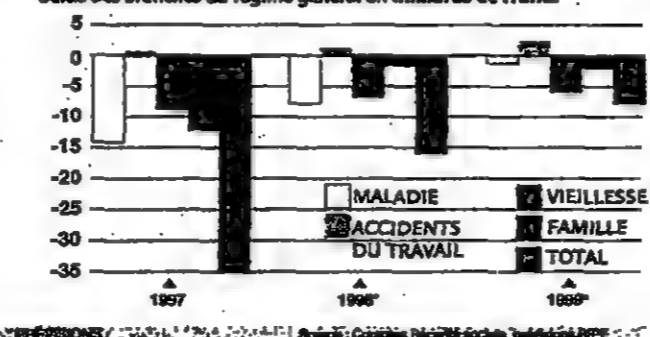
Les déficits publics n'ont toujours pas été réduits

▼ Déficits publics



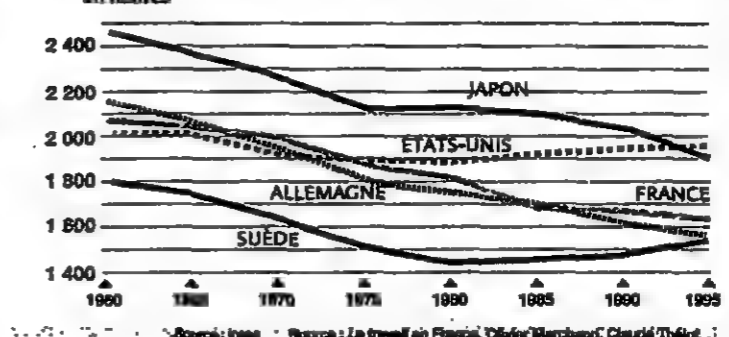
Le "trou" de la Sécurité sociale reste structurel

▼ Santé



La réduction du temps de travail est propre à la plupart des pays

▼ Durée annuelle du travail



Secteur public : une démarche ambiguë

Au début de 1998, le gouvernement avait manifesté son hostilité à la privatisation d'Aérospatiale. À la fin du mois de juillet, Lionel Jospin annonce que la participation de l'État dans Aérospatiale va tomber en dessous de 50 % - prélude sans doute à une privatisation totale. Mieux encore, le groupe Lagardère, jugé auparavant trop fragile et « opéable », devient tout à coup un opérateur cohérent capable de piloter un ensemble Aérospatiale-Matra hautes technologies.

En arrivant à Matignon, Lionel Jospin « était pourtant à la recherche d'une doctrine », explique Elle Cohen, économiste et directeur de recherche au CNRS. Confronté à la fin des grands programmes d'équipement, à l'ouverture des marchés, au libéralisme de la commission européenne, et aux déficits publics, le gouvernement devait impérativement définir une politique.

Le Conseil d'analyse économique (CAE), un groupe de réflexion créé par Lionel Jospin en juillet 1997, signalait la nécessité d'un renouvellement des idées et des pratiques antérieures face à l'« épuisement du colbertisme high tech » qui rendait l'État incapable aujourd'hui de réaliser « la convergence des intérêts des consommateurs, des industriels et des salariés du secteur public autour de grands projets nationaux ».

L'AFFAIRE THOMSON

La grève des pilotes d'Air France, à la fin du printemps 1998, a montré les limites de cette bonne volonté théorique. Plutôt que de prendre en considération la privatisation rapide préconisée par Christian Blanc, ex-PDG de la compagnie, le gouvernement a préféré tergiverser. Lionel Jospin pouvait d'autant moins accepter le plan Blanc qu'il venait de nommer un ministre communiste aux transports, hostile aux privatisations. Le résultat ne s'est pas fait attendre : Christian Blanc a démissionné, et la tentative de son successeur de réduire la masse salariale des pilotes, a déclenché une grève massive à la

▼ La grève des pilotes d'Air France avant le Mondial illustre les risques d'une politique hésitante

veille du Mondial, désastreuse pour l'image de l'entreprise, et ruineuse en termes de perte de chiffre d'affaires (plus de 1 milliard de francs). L'affaire Thomson n'a guère été réglée plus efficacement. Lionel Jospin affirmait étudier une évolution du capital de l'entreprise en fonction de ses intérêts stratégiques et n'excluait aucun partenariat en Europe. Mais cet « embryon de doctrine », comme le nomme Elle Cohen, a été battu en brèche par les rivalités entre industriels.

« L'ambiance de travail y est très différente de celle qui règne dans le Conseil des ministres européens à quinze (écotin), confie un conseiller du ministre de l'économie et des finances, Dominique Strauss-Kahn. Chaque ministre n'est accompagné que d'une personne, comme la France l'avait demandé. À vingt-deux autour de la table, on peut discuter plus utilement que quand on est soixante ou plus. »

Dans les mois à venir va se dessiner l'apprentissage de nouvelles règles du jeu. « La qualité d'une politique économique, c'est d'abord le système d'information : qui parle le premier, la BCE ou l'Euro II ? Si l'autre fait ça, que faire ? » Tout le monde en convient, l'Europe joue gros : si elle ne se trompe pas de

l'État a néanmoins réussi à opérer un regroupement de l'électronique de défense tout en restant le principal actionnaire de Thomson avec 41 %.

Pour Elle Cohen, « la France qui doit perdre auparavant comme inévitable dans le secteur de la défense en Europe, apparaît aujourd'hui affaiblie avec l'État qui reste un acteur majeur et empêtré au milieu d'un rassemblement d'entreprises dont les stratégies et les valeurs de puissance se neutralisent l'une l'autre ».

C'est dans le secteur financier que les socialistes se sont sentis le moins bridés. Le CIC et le GAN ont donc été cédés au secteur mutualiste. Ces quelques exemples illustrent parfaitement la politique ambiguë menée depuis un an. Laquelle s'explique par les contraintes politiques qu'implique l'existence d'une majorité « plurielle ».

Y. M.

Fiscalité : pas d'allègements significatifs

Pour le projet de budget 1999, l'audace réside dans la réforme d'un monstre de la fiscalité locale : la taxe professionnelle ou TP. Il s'agit d'un impôt payé par les entreprises et assis en partie sur les salaires, ce qui pénalise l'emploi. Le gouvernement a décidé de supprimer en cinq ans la part salariale de la TP, en commençant par les petites entreprises, dont 820 000 seront exonérées dès la première année.

La compensation par l'État du manque à gagner pour les collectivités locales coûtera 32 milliards sur cinq ans. C'est donc une réforme lourde dont Bercy espère qu'elle permettra de créer 25 000 emplois en 1999 et 100 000 emplois à terme.

Autre serpent de mer de la fiscalité locale, la révision des valeurs cadastrales qui permettent de calculer les taxes foncières, la taxe d'habitation et partiellement la taxe professionnelle, votée en 1990 et jamais

▼ Le projet de budget 1999 prévoit la suppression, en cinq ans, de la part salariale de la taxe professionnelle

entreprise, sera mise en œuvre. Cette modernisation devrait avoir une traduction en termes de justice fiscale : dès 2000, la taxe d'habitation actualisée baisserait pour la plupart des logements sociaux.

Avec ce deuxième projet de budget, on en sait un peu plus sur la philosophie fiscale du gouvernement Jospin. L'idée est d'éviter de toucher à tous les impôts chaque année : une fois réformé, un impôt ne devrait plus être modifié pendant le reste de la législature, selon

le ministre de l'économie et des finances, Dominique Strauss-Kahn, dans le but louable de stabiliser les règles fiscales.

Les entreprises, fortement ponctionnées en 1998, reçoivent des allègements modulés (9 milliards de francs en 1999) de manière à favoriser les créations d'emplois. Les particuliers bénéficieraient d'environ 7,5 milliards de réductions d'impôt au total, pas de quoi vraiment fêter le retour de la croissance. Le soul de la convergence européenne apparaît, à la marge, dans la réforme de la TP, un abaissement des droits de mutation et une taxe sur le gazole.

DÉFICIT PUBLIC

Du point de vue macroéconomique, les choix du budget 1999 sont critiqués par tous ceux qui pensent que la France devrait profiter de la reprise actuelle pour assainir de façon structurelle ses finances publiques. En clair, réduire les dépenses, les plus élevées en Europe, par rapport au PIB.

Mais début juillet, Lionel Jospin estimait encore que la France était « en léger retard de cycle », autrement dit que la croissance pouvait bénéficier d'une stimulation budgétaire.

D'où la décision de faire progresser les dépenses en 1999 de 1 % de plus que l'inflation, « pour financer les priorités du gouvernement ». Le déficit public sera ramené à 2,3 % (à condition que les excédents des collectivités locales et de la Sécurité sociale soient bien au rendez-vous). Une baisse de 0,7 point de produit intérieur brut par rapport à 1998 est un effort que beaucoup jugent insuffisant à ce point du cycle économique.

Dominique Strauss-Kahn ne méconnaît pas la nécessité de retrouver des marges de manœuvre budgétaires et de commencer à faire baisser le ratio dette publique-PIB. Mais il estime suffisant le rythme actuel de réduction du déficit, qui pourrait s'annuler en « trois à quatre ans » de croissance. C'est ce qu'on appelle un pari sur l'avenir.

S. Gh.

S. Gh.

Euro : la coordination économique à l'épreuve

Même si le basculement à la monnaie unique est prévu pour le 1^{er} janvier 1999, il est curieusement absent du discours officiel. Pourtant les dirigeants de l'« Euroland » vont devoir apprendre à coopérer beaucoup plus étroitement que par le passé, entre eux et avec la Banque centrale européenne (BCE), de manière à doter cet ensemble de 290 millions d'habitants d'une politique économique adaptée. Ce sera indispensable pour consolider la croissance dont l'Union européenne, avec ses quelque 17 millions de chômeurs, a tant besoin, et plus encore en cas de coup dur qui frapperait tel ou tel pays membre de l'Union.

Lionel Jospin, en insistant dès son arrivée à Matignon sur l'importance de rééquilibrer les pouvoirs dont dispose la BCE par une instance représentative, au plan po-

litique, les gouvernements des pays de l'euro, a fini par obtenir gain de cause. Les premières réunions de l'« Euro II » ont eu lieu avant l'été.

« L'ambiance de travail y est très différente de celle qui règne dans le Conseil des ministres européens à quinze (écotin), confie un conseiller du ministre de l'économie et des finances, Dominique Strauss-Kahn. Chaque ministre n'est accompagné que d'une personne, comme la France l'avait demandé. À vingt-deux autour de la table, on peut discuter plus utilement que quand on est soixante ou plus. »

Dans les mois à venir va se dessiner l'apprentissage de nouvelles règles du jeu. « La qualité d'une politique économique, c'est d'abord le système d'information : qui parle le premier, la BCE ou l'Euro II ? Si l'autre fait ça, que faire ? » Tout le monde en convient, l'Europe joue gros : si elle ne se trompe pas de

politique économique, elle peut s'engager dans une phase de croissance non-inflationniste de plusieurs années. « On ne peut plus se contenter, au niveau européen, de l'espèce de coordination pavlovienne qui a prévalu jusque-là, en se focalisant sur les chiffres comme les 3 % de déficit budgétaire », observe Jean Pisani-Ferry, l'économiste du cabinet Strauss-Kahn.

COMPÉTITIVITÉ

Les premiers Euro II n'ont pas semblé très encourageants de ce point de vue : la France, avec son déficit public de 3 % du PIB cette année et encore de 2,3 % prévu l'an prochain, a fait quelque peu figure d'accusée. Une nouvelle norme chiffrée s'impose implicitement dans l'Euro II : 2 % de déficit l'an prochain.

« Les socialistes adorent parler de coordination européenne, mais ils ne précisent jamais ce que cela im-

plique, persuade un observateur de l'opposition. En matière de fiscalité, par exemple, comme nous sommes au-dessus de tout le monde et que les autres n'ont aucune intention de relever leurs impôts, la seule harmonisation possible, c'est par une baisse de notre part. »

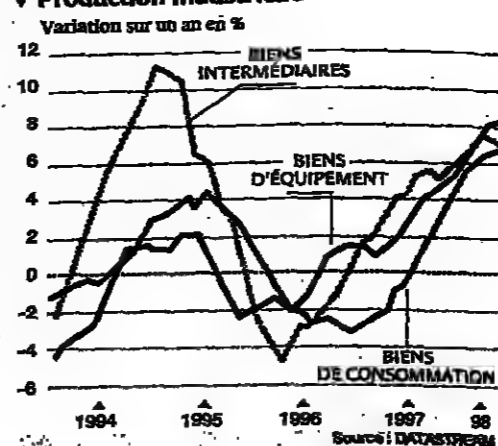
Il ne faut cependant pas exagérer les dilemmes de politique économique. Pour l'année qui vient, c'est moins le risque de contradiction entre les pays en matière de *policy mix* (politique monétaire et budgétaire) qui se pose, que celui d'une divergence de compétitivité. Privés de la possibilité de dévaluer leur monnaie, les pays de l'euro devront surveiller de très près l'évolution du coût unitaire du travail, mesure de la compétitivité. Et si possible, la coordonner entre eux pour éviter les délocalisations d'activités.

LES INDICATEURS DE L'ÉCONOMIE INTERNATIONALE (données nationales, OCDE, cvs)

LA REPRISE FRANÇAISE ACTUELLE SOUS DE BONNS AUSPICES

Après la déflation de 1994-1995, la reprise française fait montre d'une solidité qui surprend agréablement dans un environnement international perturbé.

Production industrielle



Direction des études et de la stratégie, Natexis Banque

À RETENIR EN FRANCE

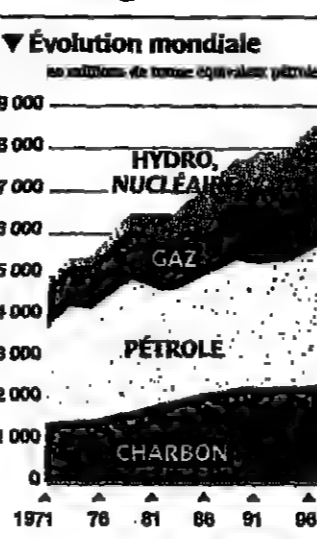
Tableau résumant les PIB, la dette publique et les paiements courants pour la France en 1997 et 1998.

Les Saoudiens plaident pour une nouvelle organisation pétrolière

L'automne sera marqué par un anniversaire : les vingt-cinq ans du premier choc pétrolier.

Les efforts de l'OPEP pour redresser le prix du baril, qui a perdu près de 24 % au premier semestre 1998, ont été vains.

13 dollars, son plus bas niveau depuis douze ans en monnaie courante et depuis vingt-cinq ans en monnaie constante (hors inflation).



La faiblesse actuelle des cours tient à une demande affectée par la crise asiatique, mais aussi à la douceur climatique.

Gaz et charbon La part du gaz a presque doublé sur la période pour atteindre 13,6 %.

Un quart de siècle plus tard, le contraste est saisissant. Les onze membres du cartel ne peuvent plus imposer leur loi.

chocs pétroliers, de 1973 puis de 1979, après la révolution iranienne, ont induit dans les esprits de fausses certitudes.

L'Arabie saoudite, premier producteur mondial, a dressé un constat d'échec après la dernière réunion du cartel au mois de juin.

taire de production pour tenter de soutenir les cours. La réunion de l'OPEP qui a suivi n'a fait qu'entériner la situation et confirmé les engagements de réduction des autres pays.

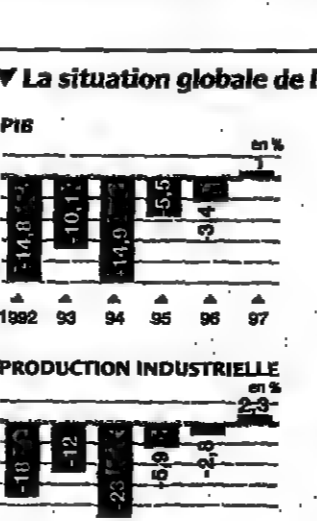
En France, l'année dernière, la consommation de produits énergétiques est restée stable.

La détérioration de l'économie russe menace ses voisins

Trois années après l'Europe centrale et orientale, la Communauté d'États indépendants (CEI) est sortie de la récession en 1997 avec un PIB en très légère croissance (1 %).

Du Kazakhstan, qui connaît une forte reprise, au Turkménistan, où prix et change restent contrôlés, tous les pays ne présentent pas la même vulnérabilité.

1989), mais celui-ci aurait été moins vigoureux sans la ferme volonté des autorités politiques d'assainir la sphère financière et de libéraliser l'économie.



dirigeants biélorusses, turkmènes, tadjiks et ouzbeks dans leurs réticences plus ou moins prononcées à l'égard de l'économie de marché.

Cette politique conservatrice aurait, selon les données officielles, sujettes à caution, permis à la Biélorussie - dont les indicateurs crévent tous les plafonds - et à l'Ouzbékistan de renouer sans trop de mal avec la croissance.

Le Kazakhstan, l'Azerbaïdjan et la Géorgie connaissent depuis deux, voire trois ans une reprise vigoureuse.

Sans être dotée d'aussi grandes richesses, la Géorgie jouit d'une position géographique unique entre l'Europe et l'Asie.

Ces deux poids lourds de la CEI, la Russie et l'Ukraine, avaient montré en 1997 les premiers signes prometteurs depuis les débuts de la transition.

La situation en main n'a plus fait aucun doute. De plus, en Russie, la chute des cours mondiaux du pétrole a tout en pénalisant le budget, de sévères répercussions sur les comptes extérieurs.

Marie-Agnès Crosnier Le Courrier des pays de l'Est

مركز من لاصول

M M O B I L I T E R

NEUF ET RÉSIDENTIEL

PARIS

14^e arrondissement

Emeraude Parc
Nouvelle rue du Parc Mouscron
75014 Paris

PROMOTEUR CERTIFIÉ QUALITÉ ISO 9001

Réalisation : FRANCE CONSTRUCTION
Groupe Neuygues Immobilier
150, rue de la Reine
92100 Boulogne
Tél. 01 46 83 22 00
7 jours/7, de 9h à 19h.

Une belle appartement de studio ou 5 pièces (garage) et avec un jardin et avec 3 minutes de 130 m² hab. avec terrasse et jardin. 1400 m² de terrain de la 2^e tranche. Prix à partir de 23 900 F le m² hors parking.

France Construction vous propose une nouvelle résidence à 2 pas du Parc Mouscron. Calme et verdoyant, entouré d'espaces verts : large terrasse, balcon ou terrasse "à vivre", un parking de qualité (double) dans les mêmes étages, tout vous permet confort et sérénité au quotidien.

Pour connaître l'appartement dont vous rêvez, avec l'aide de nos architectes et le spécialiste France Construction, et bénéficier du meilleur choix, contactez dès maintenant le 01 46 83 22 00. L'ouverture de 9h à 19h.

Bureau de vente sur place : Avenue de la Reine, devant le lycée, lundi et vendredi de 14h à 19h, samedi, dimanche et jours fériés de 10h30 à 12h30 et de 14h à 19h.

15^e arrondissement

Le Fondary
19, rue Fondary 75015 Paris

Réalisation et commercialisation : STIM BATIR
Bo-de-France Immobilier, Neuygues Immobilier, 92113 Boulogne-Billancourt
Cedex
Tél. 01 55 38 23 23
Internet : <http://www.stimbatis.com>

APPARTEMENTS DU STUDIO AU 5 PIÈCES
LIVRAISON HIVER 98

Au cœur du 15^e arrondissement, dans une rue calme, une résidence de grand standing. Prestations de qualité, appartements avec balcon, terrasses ou jardins privatifs.

Consultez sur les sites Internet, appartements Parisiad.

Bureau de vente : 18, rue de l'Abbé Gosselin, Courvent les, jus et ven de 14h à 19h, samedi, dimanche et jours fériés de 10h à 12h et de 14h à 19h.
Tél. 01 55 38 23 23 Fax 01 41 10 85 35.

15^e arrondissement

Les Patios du Soleil
Rue du Sommet des Alpes
75015 Paris

PROMOTEUR CERTIFIÉ QUALITÉ ISO 9001

Réalisation : FRANCE CONSTRUCTION
Groupe Neuygues Immobilier
150, rue de la Reine
92100 Boulogne
Tél. 01 46 83 22 00
7 jours/7, de 9h à 19h.

TRÈS BELLE RESIDENCE DE 54 APPARTEMENTS DU STUDIO AU 5 PIÈCES. PRIX DE LANCEMENT

France Construction vous propose dans un environnement calme et résidentiel, une superbe résidence sur un grand jardin paysagé à proximité immédiate de commerces, transports et de toutes les commodités avec un grand accès à l'appartement avec balcon, terrasse, parking et avec un jardin privatif.

Concepts et prestations de grand standing destinés dans les meilleures conditions pour vous assurer confort et sérénité.

Pour connaître l'appartement dont vous rêvez, avec l'aide de nos architectes et le spécialiste France Construction, contactez dès maintenant le 01 46 83 22 00 de 9h à 19h pour bénéficier du meilleur choix et des prix de lancement.

Bureau de vente sur place : 20, rue Flassan, devant le lycée, lundi et vendredi de 14h à 19h, samedi, dimanche et jours fériés de 10h30 à 12h30 et de 14h à 19h.

16^e arrondissement

145, bd Murat
75016 Paris

Réalisation et Commercialisation : STIM BATIR
Bo-de-France Immobilier, Neuygues Immobilier, 92113 Boulogne-Billancourt
Cedex
Tél. 01 55 38 23 23
Internet : <http://www.stimbatis.com>

Vous découvrez le calme du 16^e arrondissement, à proximité immédiate des quais de Seine et des commerces. Une superbe résidence aux prestations luxueuses de 20 appartements et de 2 maisons avec parking et jardins privatifs.

Exemples de prix : studio 19,00 m² hab à partir de 500 000 F
4 pièces 91,20 m² hab à partir de 2 540 000 F parking et cave inclus.

Bureau de Vente : 11-13, rue Wilhem - Porte 10^e
ouvert lundi, jeudi et vendredi de 14h à 19h, samedi, dimanche et jours fériés de 10h à 12h et de 14h à 19h.
Tél. 01 42 24 05 36 ou 01 55 38 23 23

16^e arrondissement

Les Jardins d'Amadeus
26, rue de la Source
3 et 7, rue Henri Heine
75016 Paris

Réalisation : GEORGE V PROMOTION

Construction : PERICLES CONSULTANTS
Tél. 01 55 32 02 21
Fax 01 55 21 97 22

Du studio au 5 pièces (balcon et terrasses) et 2 maisons sur le toit.

En limite de l'avenue Mozart, sur 2 000 m² de jardins entièrement paysagés, 3 points immobiliers sont proposés en pleine verdure.

Prestations luxueuses - Parkings - Amortissement Préféré.

Bureau de vente sur place - Tél. 01 45 23 18 91
du lundi au vendredi de 14h à 19h, le samedi de 10h30 à 19h.

17^e arrondissement

L'Atelier
11, rue Dambigny
75017 Paris
à 2 pas du bd Malesherbes

Réalisation et Commercialisation : AEGIDE
Sur rendez-vous
Tél. 01 53 65 60 60

NOUVEAU PROGRAMME

STUDIO, 2/3 PIÈCES, 5 PIÈCES, 7 PIÈCES EN DUPLEX
Livraison 24 trimestre 1999.

A proximité du Parc Monceau et du quartier commerçant de la rue Lévis, dans une rue calme, découvrez une petite résidence de 5 appartements dont les duplex avec terrasse. L'esprit architectural de l'immeuble sera l'union d'éléments sera conservé : grande hauteur sous plafond, vitraux, etc.

Prestations haut de gamme : parquet, marbre dans les salles de bain, meublement, robes de chambre, équipements de sécurité, Parkings, Plans personnalisés

ACCÈDE sur rendez-vous : 01 53 65 60 60

19^e arrondissement

Les Allées
Boulevard des Capucines
Rue Adolphe Millaud - 75019 Paris
NOUVEAU PROGRAMME

Réalisation : SOFERSIM
Commercialisation : ASTRAM CONSEIL
9, rue Vignon 75008 Paris
Tél. 01 47 42 13 12

A 200 m du métro Porte de Pantin

Pour à 55 m de Parc au Bord de l'eau, à l'entrée de la Cité de la Musique, 2 immeubles de charme aux prestations luxueuses : parquet, chauffage gaz, terrasses et balcons. GAZ ET QUALITÉ.

De studio au 6 pièces, 50 appartements de divers types.

A partir de 17 500 F le m² hors parking

Amortissement Préféré

Bureau de vente sur place ouvert : lundi, jeudi, vendredi et dimanche de 14h à 19h et samedi de 10h à 13h et de 14h30 à 19h.
Rue Adolphe Millaud, 75019 Paris. Tél. 01 42 45 17 89.

20^e arrondissement

Résidence de Villiers
74-76, Rue Villiers
de Fléche Adam
75008 PARIS

Réalisation et Vente : Groupe A.E.C.
9, rue Vignon 75008 Paris
Tél. 01 45 22 00 50

A 300 M DE LA PLACE GAMBETTA
Pour les amoureux de Paris-Villiers.

Un emplacement de tout premier ordre, dans une rue calme. Deux pièces, quatre pièces et cinq pièces, jardins privés. Très belles prestations.

Et une méthode de vente innovante avec site-visit et jardin privatif.

Chauffage individuel gaz, parquet chêne, chape flottant...

Livraison 4ème trimestre 1999.

RÉGION PARISIENNE

92 Antony

Les Jardins d'Antony
25-28, rue de Chateaufort
4, rue de Clos-Joli - 92 Antony

Réalisation et Commercialisation : STIM BATIR
Bo-de-France Immobilier, Neuygues Immobilier, 92113 Boulogne-Billancourt
Cedex
01 55 38 23 23
Internet : <http://www.stimbatis.com>

SPECIAL PÉRISSOL 98

A proximité du parc de Sceaux et du RER d'Antony, dans un site exceptionnel, venez découvrir "Les Jardins d'Antony".

Nous vous proposons plusieurs types d'appartements : studio, 2 pièces, 4 pièces et 5 pièces.

PRIX ATTRACTIFS - Livrables à partir de novembre 1998.

Renseignements et ventes sur : 01 55 38 23 26 ou 01 42 27 20 47

NEUF ET RÉSIDENTIEL
RENSEIGNEMENT : 01 42 17 39 45

IMMO NEUF

Le mensuel qui vous aide à acheter dans le neuf. Chez votre marchand de journaux.

